

*l'Anti*capitaliste

N°95 | FÉVRIER 2018 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



GUERRES ET RISQUES DE GUERRE AU MOYEN-ORIENT



ETATS-UNIS
UN AN DE TRUMPERIES



LES DROITES EN FRANCE
NÉOLIBÉRALISME ET FRONTIÈRES FERMÉES
NE FONT PAS BON MÉNAGE



MARX A-T-IL INVENTÉ
L'ÉCOSOCIALISME?

EDITORIAL

Henri Wilno Avec Macron, le bal des joyeux militaires **P3**

PREMIER PLAN

Daniel Tanuro, Virginia de la Siega Un an de trumperies **P4**

Virginia de la Siega «Fire and Fury»

Ce que nous apprend le livre de Michael Wolff **P8**

ACTUALITÉ

Gilles Richard, Sylvain Fauvinet

Néolibéralisme et frontières fermées ne font pas bon ménage **P10**

Houshang Sepehr Un tournant politique radical en Iran **P12**

DOSSIER

Yann Cézard Guerres et risques de guerre au Moyen-Orient **P15**

Gilbert Achcar, Yann Cézard Iran, Arabie Saoudite, Moyen-Orient: une région hautement explosive **P16**

Joseph Daher Quel avenir pour la Syrie? **P20**

Emma Wilde Botta

L'invasion turque du Rojava: encore plus de souffrance et de mort **P23**

Julien Salingue Palestine: un "processus de paix" qui n'en finit pas de mourir **P26**

EN DÉBATS

Michel Husson Marx a-t-il inventé l'écosocialisme? **P30**

FOCUS

Régine Vinon Après le Dieselgate, voici le Monkeygate **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Le 7 février 2018, après un bombardement des forces d'Assad à Douma, ville de la Ghouta orientale, dans les environs de Damas. Reuters/Bassam Khabieh.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Laurent Ripart, Virginia de la Siega, Gallia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



Avec Macron, le tango des joyeux militaires

PAR HENRI WILNO

*C'est le tango des joyeux militaires
Des gais vainqueurs de partout et d'ailleurs
C'est le tango des fameux va-t-en-guerre
C'est le tango de tous les fossoyeurs¹*

On se souvient de la « crise » de l'été entre Macron et le chef d'état-major des armées, le général de Villiers. La brouille est bien terminée. Le 8 février 2018, le gouvernement a adopté le projet de loi de programmation militaire 2019-2025 qui définit les moyens accordés à l'armée pour les sept années à venir. Au total, il s'agit de près de 295 milliards d'euros dont 198 milliards jusqu'à la fin de la présidence Macron, soit en moyenne 39,6 milliards par an, à comparer aux 34,2 milliards du budget pour 2018. Le gouvernement souligne que sur les cinq années à venir, l'effort pour les armées sera de 23% supérieur à celui des années 2014-2018.

Tous les commentateurs ont souligné cette hausse, qui contraste de manière grossière avec l'austérité généralisée et les suppressions de poste alors que, par exemple, la ministre de la santé Agnès Buzyn qualifie d'« énormément d'argent » les 50 millions d'euros accordés aux EPHAD. Tous, sauf les Républicains qui ont pinaillé sur le calendrier et, de façon plus inattendue, La France insoumise. Le jour même du conseil des ministres, Jean-Luc Mélenchon, accompagné de deux députés, convoquait une conférence de presse où (citation du site LFI) « ils ont dénoncé le manque de moyens pour l'armée et la faible vision stratégique du pouvoir macroniste. » En évoquant une « faible vision stratégique » Mélenchon semble parler des interventions en Afrique, négligeant le fait qu'il s'agit au contraire d'une stratégie bien établie : depuis 1978, l'armée française est intervenue près de 70 fois à l'extérieur, essentiellement en Afrique et, comme le souligne l'économiste Claude Serfati², l'activisme militaire vise à maintenir vis-à-vis de l'Allemagne le « rang » d'une France économiquement en recul.

Le discours sur le « manque de moyens » traduit une fois de plus le fait que la manie de la FI de brandir à tout bout de champ le drapeau tricolore n'est pas une simple tactique pour se rendre plus présentable (comme le croient ou font semblant de le croire certains), mais une adhésion profonde de Mélenchon à un « social-impérialisme » qui exalte la France « universelle » car « présente sur les cinq continents ». On peut accorder à Jean-Luc Mélenchon le bénéfice de la franchise : traditionnellement, PS et PCF lorsqu'ils étaient dans l'opposition avaient tendance à critiquer le montant des dépenses militaires, avant de les vo-

ter une fois au pouvoir. La FI montre dès maintenant son « sens des responsabilités » vis-à-vis de l'armée.

La presse économique donne pour sa part quitus à Macron : « Budget de la défense : les armées et les industriels rassurés », titrent ainsi *Les Echos* du 9 février, rappelant sans précaution que le budget militaire est un gigantesque fromage pour les capitalistes, marchands de canons en tête. En effet, les dépenses militaires donnent un débouché garanti aux fabricants d'armements dont l'utilisation effective par « notre » armée est perçue comme un gage de qualité sur les marchés internationaux. Ainsi, Dassault n'avait pas réussi à vendre un seul Rafale pendant quinze ans jusqu'à ce que l'avion fût utilisé au Mali (les aides financières aux acheteurs y ont aussi contribué).

La France est le troisième vendeur d'armes dans le monde et ces armes tuent. On se doit de le rappeler face à l'hypocrisie de la ministre des Armées Florence Parly qui, interrogée sur le Yémen, écrasé notamment sous des bombes « made in France » vendues aux Saoudiens et aux Emirats arabes unis, n'a pas

craint de répondre : « beaucoup de pays sont confrontés à cette situation d'avoir le cas échéant livré des armes à d'autres pays alors que ces armes n'étaient pas censées être utilisées. »

La politique française s'inscrit dans une dangereuse tendance générale à la militarisation dans le monde. Les dépenses militaires sont en hausse et l'utilisation d'armes nucléaires revient dans le champ du possible. Début février, l'administration Trump a dévoilé sa nouvelle posture : Washington entend créer trois nouvelles armes nucléaires dites tactiques qui pourront être utilisées à partir de bombardiers furtifs et de sous-marins. Ces nouvelles ogives permettront aux USA de soutenir qu'ils continuent de respecter les traités de non-prolifération.

Face à cette situation, la dénonciation et, quand cela a une réalité de masse, la lutte contre le militarisme et l'arme nucléaire font bien partie des tâches des anticapitalistes et révolutionnaires. S'inscrire dans de telles mobilisations, tout en dénonçant les menées de son propre impérialisme, ne

revient pas à semer des illusions, ni à croire que l'on puisse mettre fin à la course guerrière sans remettre en cause le système capitaliste, selon la critique malvenue que Lutte ouvrière fait, de façon intemporelle, aux actions pacifistes en écrivant vers la fin d'une brochure, « pacifisme ou militarisme, un faux choix politique »³ □



Quand Macron se la joue « Top Gun »... DR.

¹ En 1954-1955, entre guerre d'Indochine et d'Algérie, Boris Vian écrivait sur un air de tango la chanson « les joyeux bouchers ».

² Notre revue a rendu compte dans son n° 87 de mai 2017 de l'ouvrage de Claude Serfati « Le militaire – Une histoire française » (éditions Amsterdam, 2017).

³ « L'industrie d'armement et l'impérialisme », exposé du cercle Léon Trotsky, 17 novembre 2017.

ENTRETIEN AVEC DANIEL TANURO

Un an de trumperies

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Daniel Tanuro suit de près la situation étatsunienne. Il avait introduit un atelier sur Trump et le trumpisme lors de la dernière université d'été du NPA, fin août 2017, et son livre Le moment Trump. Une nouvelle phase du capitalisme mondial est à paraître le 22 février 2018 chez Demopolis. Nous lui avons demandé son appréciation sur la première année de cette nouvelle administration.

Donald Trump est entré en fonction il y a un peu plus d'un an. Les médias de masse parlent d'un bilan insignifiant, voire d'un échec complet. Le mur avec le Mexique n'est pas en chantier, l'Obamacare est toujours là... Qu'en penses-tu ?

Je ne pense pas que le bilan de Trump soit insignifiant pour les nanti-e-s et les capitalistes. Les financiers de Wall Street sont en passe d'obtenir la neutralisation des timides mesures de régulation mises en place après la crise de 2007-2008. Goldman Sachs veut désamorcer la règle Volcker, qui empêche les banques de spéculer avec leurs fonds propres (ce qu'elles faisaient parfois contre l'intérêt de leurs clients). C'est la mission des Goldman boys au sein de l'équipe Trump – Cohn et Mnuchin –, et ils sont en train d'y arriver.

Le secteur charbonnier est libéré des contraintes du Clean Power Plan. Le secteur pétrolier obtient l'autorisation de forage offshore le long de toutes les côtes étatsuniennes (certains Etats contestent), l'exploitation dans la grande réserve naturelle arctique, le feu vert aux pipelines qui doivent acheminer les hydrocarbures d'Atlanta vers le Golfe du Mexique... Les compagnies minières ont retrouvé l'autorisation de corrompre les gouvernements des pays du Sud pour arracher des concessions. Les fabricants d'armes se réjouissent de la très forte augmentation du budget militaire. Les actions des compagnies de prisons privées ont explosé dès l'élection, car les étrangers arrêtés pour être expulsés sont écroués entre leurs murs.

Détail piquant : la presse dite de qualité est très critique vis-à-vis de Trump,

mais tous les médias, écrits et audiovisuels, bénéficient de l'intérêt du public pour les foudades, les turpitudes et les provocations du président. Les entreprises de BTP attendent avec impatience le grand plan d'infrastructures (il sera basé sur des partenariats public-privé, pas sur l'investissement public). A cela s'ajoutent le soutien de la plupart des milieux d'affaires à la politique de dérégulation tous azimuts – l'objectif est de supprimer les trois quarts des contraintes légales – et leur enthousiasme pour la réforme fiscale adoptée en décembre – 80% des gains de celle-ci iront au un pour cent le plus riche de la population... Du point de vue des riches et des patrons, le bilan de Trump est scandaleusement positif, et cela se traduit dans l'euphorie boursière.

Par ailleurs, Trump lui-même a admis que beaucoup de ses promesses électorales relevaient de l'hyperbole. Les médias le prennent au pied de la lettre mais pas au sérieux, tandis que sa base le prend au sérieux mais pas au pied de la lettre. Or, Trump fait tout pour conserver le soutien de cette base. Certes, le mur n'est pas en chantier et le Mexique n'est pas prêt de le payer. Certes, l'Obamacare n'a pas été abrogé. Mais le Président crée l'image du gars qui se bat pour respecter ses promesses réactionnaires, en dépit des résistances du « marais » de Washington.

De fait, il n'est pas inactif, et son bilan n'est pas à sous-estimer. Le *Muslim Ban* a été bloqué, mais des directives ont été envoyées aux Etats pour renforcer les mesures de contrôle, l'accès au territoire est devenu beaucoup plus compliqué pour les ressortissant-e-s des sept pays visés, les expulsions de sans-papiers battent leur plein, les villes « sanc-

tuaires » qui refusent de collaborer à la traque sont pénalisées, etc.

Même chose en ce qui concerne l'Obamacare : un grand nombre de mesures ont été prises dans le but de déstabiliser le système. Certaines sont loin d'être négligeables : par exemple, cinquante-cinq millions de femmes pâtiront du décret supprimant l'obligation faite aux entreprises d'offrir aux travailleuses une assurance santé comprenant au moins une méthode contraceptive. Trump multiplie d'ailleurs les mesures de ce genre, pour mobiliser sa base évangélique. Dans certains Etats, comme le Texas, il n'y a pratiquement plus de cliniques pratiquant l'interruption volontaire de grossesse : la plupart ont dû fermer suite à la suppression des subventions.

Le chômage est au plus bas, les salaires remontent, Wall Street se porte bien et des entreprises rapatrient même leurs capitaux aux Etats-Unis. Cela est-il à mettre au crédit de Trump ?

Le niveau très bas du chômage (4,2%) n'est pas un acquis de Trump, qui bluffe sur les chiffres et sur les faits. Depuis l'élection, le rythme de création d'emplois a été de 169 000 par mois ; il était de 185 000 par mois au cours des sept années précédentes. Trump se flatte de relancer l'industrie manufacturière, mais le nombre d'emplois dans cette branche reste inférieur d'un million à ce qu'il était avant la crise de 2007-2008. Le président tente surtout de séduire les travailleurs et travailleuses de l'automobile, mais les faits sont loin de lui donner raison : si Ford a commencé l'année 2017 en annonçant l'abandon de la production mexicaine de certains



Pendant dix ans PDG du groupe pétrolier ExxonMobil, le secrétaire d'Etat (ministre des Affaires étrangères) Rex Tillerson est l'un des représentants directs du grand capital au sein de l'administration Trump. La presse US a fait les choux gras de son insulte adressée au président - « fucking moron », un « gros c... » que l'emploi du « f word » ne rend que plus offensant. Il est pourtant toujours en place... DR.

modèles (dépassés), il l'a terminée en décidant que son SUV 100% électrique serait fabriqué au sud du Rio Grande. Chrysler planifie le transfert de la production de pickups du Mexique vers le Michigan, mais l'usine mexicaine reste opérationnelle : elle sera réorientée vers la production de véhicules commerciaux pour le marché mondial. Le cas de Harley-Davidson est typique : il y a un an, Trump recevait le patron et les travailleurs, saluait leur patriotisme et supprimait une amende de trois millions de dollars pour non-respect des lois sur la pollution de l'air ; aujourd'hui, l'entreprise annonce plusieurs centaines de pertes d'emplois et la fermeture d'une usine au Kansas.

Trump tente de susciter l'idée qu'il redresse l'économie grâce au « génie très stable » qui a fait sa fortune, mais c'est évidemment une fiction : les investissements des transnationales ne suivent pas les injonctions à court terme de la Maison Blanche, mais les plans stratégiques de moyen et de long terme élaborés par les conseils d'administration. Ce n'est pas en soutien à la politique d'Obama que Toyota décida en 2011 d'ouvrir une nouvelle usine au Mississippi, mais parce que le marché étasunien est déci-

sif dans la concurrence avec Volkswagen pour la première place sur le podium. L'emploi dans le secteur automobile étasunien est d'ailleurs légèrement inférieur aujourd'hui à ce qu'il était il y a un an.

Les salaires augmentent, mais à un rythme plus faible également qu'à la fin du second mandat d'Obama. Le fait remarquable n'est d'ailleurs pas qu'ils augmentent. Le fait remarquable est que la politique néolibérale ait permis de les bloquer aussi longtemps (en dépit d'un chômage très bas) et qu'ils n'augmentent pas plus vite aujourd'hui, dans une situation de quasi-plein emploi.

Quant aux rapatriements de capitaux, il s'agit pour l'essentiel d'un effet d'aubaine causé par la réforme fiscale. Apple a annoncé qu'il investirait 350 milliards de dollars aux Etats-Unis d'ici 2023, mais la plus grande partie de cette somme n'est que la continuation linéaire de sa politique des dernières années : l'investissement réellement nouveau se monte à 37 milliards, et rien ne dit qu'il servira à créer des emplois.

Parlons de la réforme fiscale, justement. Elle avantage les plus riches et les entreprises, mais creusera très

fortement la dette et le déficit. N'est-ce pas insensé? Quelle est la cohérence de cette politique?

La cohérence est celle d'une classe capitaliste de plus en plus avide à court terme, qui veut payer le moins d'impôt possible – de préférence pas du tout – et qui mise sur une austérité renforcée pour boucher le trou budgétaire. Le bureau du budget du Congrès étasunien estime que d'ici à 2027, les contribuables gagnant entre 40 000 et 50 000 dollars par an paieront 5,3 milliards d'impôts en plus, tandis que ceux et celles qui gagnent plus d'un million de dollars par an paieront 5,8 milliards en moins. Les rentrées de l'Etat fédéral baisseront de 1600 milliards de dollars, ce qui fera passer la dette publique de 77% à plus de 100% du PIB.

Les Républicains ont adopté leur réforme dans l'euphorie, en prétendant qu'elle assurerait la prospérité de « l'économie ». Trump se pavane en prétendant que cette réforme et l'augmentation des dépenses militaires sont deux éléments clés de son projet pour



« rendre sa grandeur à l'Amérique ». Mais ces gens et leur base *Tea Party* sont des adversaires acharnés de la dette et du déficit. Maintenant qu'ils ont obtenu leur réforme fiscale, ils vont plaider pour des coupes budgétaires dans les budgets sociaux, dans les budgets environnementaux, dans la recherche publique, dans les équipements collectifs, etc. Les droits des femmes et des communautés ainsi que l'école publique sont particulièrement menacés.

On peut dire que cette politique est irrationnelle du point de vue de l'intérêt de la société dans son ensemble, mais il est important de saisir que cette irrationalité n'est pas le fait d'un individu. Trump est une personnalité dangereusement perturbée, mais le danger vient du fait que sa déraison entre en résonance avec celle du système. Quarante années de néolibéralisme triomphant ont favorisé le développement d'une idéologie mortifère. Celle-ci s'enracine dans la forme financière qui sert au capital tout entier de levier pour revenir à ce que Michel Husson appelle un « pur capitalisme ».

Comme Marx l'a montré, cette forme (A-A', argent-plus d'argent) est celle qui occulte le plus parfaitement la réalité sociale. L'industrie laisse encore deviner que le capital s'accapare les richesses produites par la nature et le travail, détruisant l'une et l'autre par la concurrence pour le profit. La finance, par contre, parce qu'elle invisibilise travail et nature, pousse à la perfection l'illusion que l'argent est la seule source de la richesse, qu'il la produit « aussi naturellement qu'un poirier des poires ». Du coup, le travail et la nature apparaissent comme des « charges » grevant la production de richesse par le capital.

« De gauche » ou « de droite », les politiques menées depuis quarante ans découlent de cette vision : coupes impitoyables dans les « charges sociales », d'une part, refus de prendre des mesures écologiques qui alourdiraient trop les « charges environnementales » des entreprises, d'autre part. Que les profits capitalistes aient explosé dans ces conditions n'est pas une surprise. Mais rien n'est résolu pour autant. Les sociétés continuent de s'enfoncer dans

l'ornière de destructions sociales et environnementales qu'on appelle « la crise », et les responsables restent impuissant-e-s à l'en sortir. La logique néolibérale les empêche tout simplement de voir une autre issue que plus de néolibéralisme, plus de marché, moins de « rigidités », moins de « charges », plus de croissance et plus de profits pour les riches.

La politique de Trump est l'expression paroxystique, cynique et décomplexée de cette tendance. Ses victoires lors de la primaire républicaine et à la présidentielle sont accidentelles, mais l'orientation qu'il met en œuvre ne l'est pas : ses principaux éléments sont élaborés depuis des années par de puissants think tanks néolibéraux et libertariens, qui rivalisent d'influence parmi ses collaborateurs.

La politique étrangère de Trump et son protectionnisme ne sont-ils pas contraires aux intérêts du grand capital étasunien ? Celui-ci ne sera-t-il pas tenté de se débarrasser du trublion ?

Le protectionnisme affiché par Trump lors de la campagne est en effet contraire aux intérêts du capital transnational étasunien. Celui-ci est de plus opposé à un arrêt de toute immigration, au racisme, à l'expulsion éventuelle des « Dreamers » (les quelques 700.000 personnes entrées illégalement aux Etats-Unis avec leurs parents, alors qu'elles étaient enfant). Vu le quasi plein emploi, l'agrobusiness et la construction veulent pouvoir continuer à embaucher des illégaux bon marché. Quant aux fleurons multinationaux de l'économie étasunienne, le racisme est contraire à leur stratégie mondiale de recrutement, à leur politique du personnel et à leur stratégie commerciale sur les marchés globalisés.

Il est par ailleurs évident que la politique étrangère de Trump tend à décrédibiliser et à isoler les Etats-Unis sur l'arène internationale. Même les alliés traditionnels se méfient désormais. Le tournant en faveur d'une alliance avec la Russie contre la Chine et contre la « menace terroriste islamique » a été bloqué net par les soupçons de collusion avec l'ingérence russe dans la campagne électorale (qui est avérée). Il est de plus probable que le limogeage très rapide de Flynt, puis celui de Bannon, aient suscité du désarroi chez un Trump qui ne connaît rien à la politique étran-

gère, confond République de Chine et République Populaire de Chine, croit que Bruxelles est un pays, mélange l'Irak et la Syrie, et voit les relations internationales par le prisme de ses (projets d')investissements à gauche et à droite.

Ceci dit, c'est Donald Trump qui a été élu, pas Hillary Clinton, et la classe dominante doit bien s'en accommoder. L'impeachment pourrait être une solution en dernier recours, mais la procédure risque de durer trois ans et le résultat est incertain. Le vice-président et les ministres pourraient dire que Trump doit être destitué parce qu'il n'est pas sain d'esprit, mais cela semble peu probable.

D'une part, comme le notait Mandel, le capital juge ses représentants politiques avant tout sur l'extraction de la plus-value, la politique étrangère vient après. D'autre part, destitution et impeachment coûteraient très cher au Parti républicain, qui est en mauvaise posture et dépend de la popularité de Trump pour mobiliser ses électeurs et électrices. Significatif : ces derniers jours, les Républicains se sont complètement alignés derrière la thèse d'un complot du FBI contre Trump, offrant à celui-ci la possibilité de faire un coup de force contre Mueller et d'en finir avec l'enquête russe.

Il ne reste donc qu'une solution : tenter d'encadrer le président pour limiter les dégâts dans la mesure du possible. C'est la voie qui est suivie, je pense, par Cohn, Mnuchin et Tillerson, et surtout par les généraux Kerry, McMaster et Matis. Il n'est pas possible d'annuler le retrait étasunien du partenariat transpacifique (Washington tente de rattraper la sauce en évoquant maintenant un « espace indo-pacifique »). Mais les Etats-Unis ne cherchent pas la rupture des pourparlers avec le Canada et le Mexique sur la réforme de l'ALENA, que Trump promettait pourtant de jeter à la poubelle.

Un indice important a été le tournant à 180 degrés de Trump sur l'Afghanistan : « je vois les choses différemment depuis la Maison Blanche », a-t-il déclaré en annonçant un renforcement de la présence militaire dans ce pays. On notera aussi l'absence de toute conséquence visible des rodomontades de Trump sur « le feu et la fureur » censés s'abattre sur la Corée du Nord. Aucune équipe présidentielle n'a jamais compté autant de généraux, et certains éléments in-

diquent que les militaires s'estiment de plus en plus en charge de la politique de l'impérialisme étasunien (cet élément n'est pas mis assez en relief dans mon livre à paraître). Ce n'est pas particulièrement rassurant, vu que la doctrine stratégique adoptée depuis la guerre en Irak constitue pour ainsi dire une anticipation du slogan «America First».

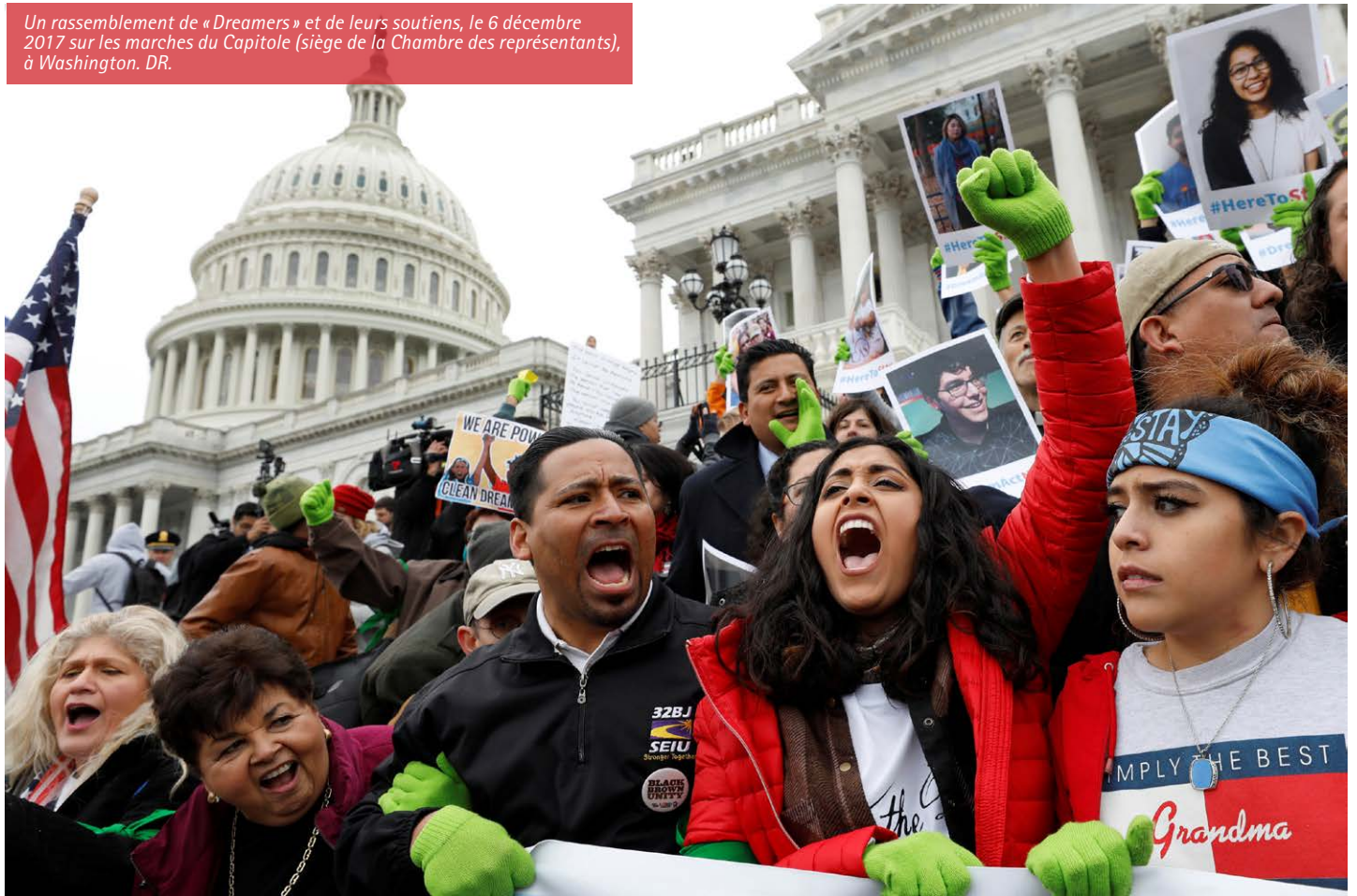
En même temps, je ne pense pas que cette relative normalisation efface complètement le protectionnisme et l'isolationnisme de la politique étasunienne. Trump ne reviendra pas sur la sortie de

cadre d'une possible guerre commerciale. D'une manière générale, le monde capitaliste se caractérise par une concurrence de plus en plus acharnée de tous contre tous. L'efficacité économique de la dictature libérale-nationaliste-bureaucratique chinoise – la superpuissance montante – bouscule les équilibres, pousse à accentuer drastiquement l'austérité. Mais la déclinaison «mondialiste» et «politiquement correcte» de celle-ci est très discréditée. Dans ce contexte, les tendances nationalistes-racistes-sexistes-autoritaires et climato-négationnistes s'offrent clairement

Koch complotte pour installer un pouvoir réactionnaire, mais elle ne paie pas de nervis : elle finance des candidats de droite (Mike Pence, par exemple). A l'exception des milliardaires Robert et Rebekah Mercer (les propriétaires du site Breitbart News), cette fraction ne soutenait pas Trump (libertariens, les Koch sont contre le protectionnisme) : elle s'est ralliée à lui après l'élection, avec son agenda propre.

Trump lui-même est un aspirant despote qui a des traits fascistoïdes (démagogie sociale, racisme, antisémitisme,

Un rassemblement de « Dreamers » et de leurs soutiens, le 6 décembre 2017 sur les marches du Capitole (siège de la Chambre des représentants), à Washington. DR.



l'accord de Paris sur le climat (il faut regarder ce qu'il fait, pas écouter ce qu'il dit!). S'il n'a pas concrétisé sa promesse d'une taxe de 45% sur les produits chinois, une certaine dose de protectionnisme semble nécessaire pour combattre le déclin de la puissance économique étasunienne. La décision récente de taxer les panneaux photovoltaïques et les lave-linge chinois et coréens s'inscrit dans ce cadre, de même que l'évocation d'une taxe de 20% sur les importations en provenance de l'UE.

La question de la propriété intellectuelle est une autre source de tension dans le

comme un moyen de leur rendre une assise «populaire», en particulier dans la petite-bourgeoisie. Ces tendances étaient perceptibles avant Trump, sa victoire les a accélérées.

Pour certain-e-s auteur-e-s, le trumpisme serait un fascisme ou un pré-fascisme...

Il n'y a pas de parti de masse, pas de sections d'assaut. Il y a une radicalisation petite-bourgeoise réactionnaire (c'est le noyau dur de la base de Trump), mais sa mobilisation est essentiellement électorale. Une fraction capitaliste rassemblée par les frères

sexisme, dénonciation des «fake news», appel à la violence et à la haine), mais il paraît plus proche de Berlusconi que de Mussolini. Ses objectifs personnels semblent primer sur tout le reste. Bannon est un fasciste, mais Trump s'est débarrassé de lui (et les Mercer ont fait de même par la suite). La classe dominante étasunienne, aujourd'hui, n'a pas besoin du fascisme pour discipliner la classe ouvrière. Pouvoir fort, guerres, racisme et barbarie climatique : d'énormes dangers s'amoncellent. Les comparaisons historiques ne nous aident à les cerner que jusqu'à un certain point... □

« FIRE AND FURY »

Ce que nous apprend le livre de Michael Wolff

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Le journaliste Michael Wolff a suivi toute la campagne de Trump puis, après sa victoire surprise, a passé plus de six mois à la Maison Blanche, où dans le chaos caractérisant la mise en place de la nouvelle administration, il a pu s'entretenir librement avec nombre de ses occupants. Son best-seller Fire and Fury – Inside the Trump White House (Le Feu et la fureur – A l'intérieur de la Maison Blanche de Trump), paru le 5 janvier 2018, n'est pas un ouvrage d'analyse politique, mais il présente nombre d'éléments qui aident à tirer des conclusions politiques.

On sait que la personnalité de Trump est un sujet de dérision dans les talk-shows des chaînes télévisées comme dans de nombreux médias. Plus surprenant est que ce soit aussi le cas dans son entourage et de la part de ses plus proches collaborateurs.

Certaines descriptions sont connues, comme celle du magnat de la presse et propriétaire du très droitier Fox News, Robert Murdoch, traitant Trump de «fucking idiot» (on évitera de traduire les différents termes), ou le «fucking moron» lancé par le secrétaire d'Etat, Rex Tillerson. Mais le phénomène est beaucoup plus général. Dès les premières pages, Wolff nous apprend que le personnel de la Maison Blanche plaisante quotidiennement à propos des épithètes qu'utilisent les différents membres du gouvernement, de Gary Cohn, directeur du Conseil national économique et l'un des principaux conseillers de Trump, qui le considère «dumb as shit», jusqu'au général H. R. McMaster, conseiller à la Sécurité nationale, qui le qualifie de «dope».

Le Trump qui ressort du livre est un personnage caricatural, un milliardaire arriviste, qui a construit sa fortune immobilière grâce à des trafics d'influence et au recyclage d'argent sale, un type méprisé par un establishment auquel il a toujours voulu appartenir, et qui s'est présenté à la présidence avant tout dans le but de se reconstruire une image alors que son statut de star de la télé-réalité s'était considérablement érodé. Les tweets présidentiels, les commentaires racistes envers des nations africaines ou latino-américaines, ou bien dénigrant d'autres pays, de l'Europe à la Corée du Nord, son

ignorance du fonctionnement de l'Etat et l'ennui profond que cela suscite en lui (selon un conseiller, invité à expliquer au président la Constitution des Etats-Unis, «j'ai pu arriver jusqu'au quatrième amendement avant qu'il ne se tripote les lèvres et roule des yeux en rejetant la tête en arrière»), viennent confirmer et renforcer le tableau.

UN RÉSULTAT TOTALEMENT IMPRÉVU

L'information la plus intéressante est certainement que ni Trump, ni personne de son équipe, à l'exception de son conseiller stratégique d'extrême droite, Steven Bannon (pour qui la présidence Trump ne représentait que la phase préliminaire de la révolution conservatrice qui devait désormais s'engager), n'imaginait qu'il puisse être élu président.

Quelques jours avant le scrutin, Trump avait fait des déclarations à la presse affirmant que l'élection passée, il utiliserait l'exposition médiatique de sa campagne pour lancer un grand réseau de télévision. «Il sortirait de cette campagne, assura Trump à [Roger] Ailes, avec une marque bien plus puissante et d'énormes possibilités. "C'est plus gros que tout ce à quoi j'ai pu rêver", dit-il à Ailes dans une conversation tenue une semaine avant l'élection. "Je ne pense pas à la défaite parce que ce n'est pas une défaite. Nous avons totalement gagné." Plus encore, il avait déjà préparé sa réponse publique expliquant pourquoi il avait perdu l'élection: elle avait été volée!»

Au même moment, sa directrice de campagne et actuelle conseillère, Kellyanne Conway (l'inventrice des «faits alternatifs») estimait que «Donald Trump allait perdre – de cela, elle était sûre – mais il était très possible qu'il maintienne cette défaite sous une différence de six points, ce qui constituerait une vic-

toire substantielle (...) Conway, qui n'avait jamais participé à une campagne électorale et, avant Trump, dirigeait une minuscule et méconnue société de sondages, comprenait parfaitement qu'après la campagne elle deviendrait une des principales voix conservatrices sur les chaînes d'information câblées.» Selon Wolff, elle passa toute la journée du 8 novembre – date de l'élection – à passer des coups de fil depuis son bureau de la Trump Tower afin de rechercher du travail...

Trump était si convaincu de sa défaite qu'il ne s'était jamais préoccupé de disposer d'un programme de gouvernement qui aille plus loin que les trois points agités tout au long de ses incohérents discours de campagne: construire le Mur avec le Mexique, liquider l'Obamacare et baisser les impôts.

Une loi de 2010 organisant la «transition présidentielle» alloue des fonds aux candidats afin qu'ils puissent étudier les dossiers des éventuels futurs membres de leur administration et donc commencer à composer celle-ci. Dès qu'il apprit que ces fonds devaient être exclusivement consacrés à cela et qu'il faudrait rendre compte de leur utilisation, Trump refusa d'en demander le versement et exigea de son équipe de campagne qu'elle ne lui en reparle plus. Résultat, selon le Washington Post, 245 postes élevés de l'administration restaient encore non pourvus au 12 janvier 2018.

Wolff dépeint également la stupeur et la crise qui s'abattent lorsque, le 8 novembre peu après 20 heures, l'information est donnée qu'une victoire est possible si ce n'est probable. «Donald Junior dit à un ami que son père, DJT comme il l'appelle, semblait avoir vu un fantôme. Melania, à qui Trump avait apporté sa garantie formelle [qu'il ne gagnerait pas],

était en pleurs – et pas de joie.»

On peut compléter le tableau par le caractère chaotique de la campagne électorale de Trump, avec la valse de ses responsables, démissionnés les uns après les autres (quelque chose qui a également caractérisé la première année de la nouvelle administration), son manque de moyens financiers par rapport à la campagne d'Hillary Clinton (Trump lui-même refusant d'y aller de sa poche), ainsi que ses relations pour le moins compliquées avec le Parti républicain.

UN SÉRIEUX PROBLÈME DE LEADERSHIP

En quoi tout ceci peut-il avoir de l'importance? En ce que cela tend à montrer (en venant renforcer les autres éléments allant dans ce sens) que l'élection de Trump a bien plus relevé de «l'accident industriel» que d'une volonté consciente des secteurs les plus concentrés du capital, ou même d'une fraction significative de la grande bourgeoisie étatsunienne, sur la base d'un plan économique et politique défini. Bien sûr, cela ne

dans le cadre des efforts visant à limiter les excès et à ramener la présidence vers davantage de «normalité». Mais peu y fait: la valse des responsables a continué et l'incohérence ressurgit pratiquement à chaque moment.

C'est sur le plan de la politique internationale, de «la place des Etats-Unis dans le monde», que la situation est la plus préoccupante pour l'impérialisme étatsunien. Sur nombre de «dossiers chauds», la position américaine apparaît illisible ou contradictoire et, surtout, la capacité des Etats-Unis à imposer leurs solutions ou du moins à exercer une influence décisive n'a jamais été aussi affaiblie. On en a encore vu deux expressions début février 2018.

D'abord, vis-à-vis de ce qu'il est convenu d'appeler le «conflit israélo-palestinien». Le 6 décembre 2017, Trump avait satisfait une revendication phare de la droite et de l'extrême droite sionistes, en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël et en annonçant en conséquence le déménagement de l'ambassade US – tout en menaçant les

tique du président sud-coréen prônant la détente et la paix – avec le défilé commun des athlètes sud et nord-coréens, l'invitation faite à la nouvelle membre du bureau politique et sœur du dictateur Kim Jong-un, que le vice-président a refusé de saluer et même de rencontrer, s'abstenant de ce fait de participer au dîner officiel.

Là encore, cela ne signifie pas que l'administration Trump ne dispose pas d'un terrible pouvoir de nuisance, qu'elle pourrait même utiliser dans des proportions dramatiques si elle se sentait vraiment poussée dans ses retranchements. On sait ainsi qu'une série de membres du gouvernement plaident en faveur d'une attaque nucléaire «préventive» contre la Corée du Nord – à laquelle s'opposent d'autres membres du gouvernement ainsi que les responsables du Pentagone.

LA FILIÈRE RUSSE ET LE SPECTRE DE L'IMPEACHMENT

Michael Wolff consacre de longues pages à l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de novembre 2016, aux complicités avérées dans cette affaire de membres de premier plan de l'équipe du candidat (à commencer par son gendre, Jared Kushner, et son fils, Donald Junior), ainsi qu'à l'épée de Damoclès que cela représente pour la présidence Trump, alors que les investigations du procureur spécial, Robert Mueller, se poursuivent. Qui voudrait connaître tous les détails les trouvera ici.

L'auteur cite largement, à ce propos, Steve Bannon. Pour autant que l'on puisse accorder quelque crédit aux capacités d'analyse et prévision de l'ancien stratège en chef de la présidence (qui a tout perdu, y compris son poste à la tête de Breitbart News, suite à la publication de ce livre où il «débine» allègrement son ancien patron), Bannon estime qu'il y a un tiers de chances que Trump parvienne au bout de son mandat (mais que dans tous les cas, il serait incapable d'en remporter un second) ; un tiers qu'il soit contraint de démissionner avant terme (sur le fondement de l'amendement 25 de la Constitution qui permet au gouvernement d'écarter le président pour «incapacité») ; et un autre tiers que suite à l'enquête de Mueller il subisse une procédure d'impeachment.

Compte tenu de la situation concrète et des rapports de forces, la décision reviendrait nécessairement au Parti républicain (dont Mueller, notamment, est membre). Et comme nous l'avons dit dans ces pages à plusieurs reprises, le facteur décisif, si ce n'est unique, qui pourrait abrégé le mandat de Trump est le développement et la force de la mobilisation populaire par en bas. □



Trump et Bannon au bon vieux temps... DR.

ne veut pas dire que ces secteurs – qui pour l'essentiel étaient alignés, par conviction ou par défaut, derrière l'option Clinton – ne soient pas maintenant capables de s'accommoder de la présidence Trump et n'en tirent pas profit (aucun d'eux n'a protesté devant la spectaculaire baisse des impôts des entreprises), en même temps qu'ils s'efforcent, à travers leurs représentants au sein de l'administration, de garder sous contrôle l'incontrôlable 45^e président des Etats-Unis.

Le limogeage en août 2017 de Bannon, dont l'agitation permanente et les positions fascisantes aggravaient le chaos au sein de l'administration et, selon de nombreux responsables et élus du Parti républicain, risquaient de mener ce dernier au désastre dans les élections intermédiaires de la fin 2018, est entré

Palestiniens. Or ne voilà-t-il pas que, deux mois plus tard, il déclare n'être «pas complètement sûr non plus qu'Israël cherche à faire la paix», exprime des inquiétudes sur l'extension des colonies en Cisjordanie et affirme que «les deux parties devront faire des compromis difficiles pour parvenir à un accord de paix», avant d'ajouter qu'Israël et les Etats-Unis sont deux pays amis mais que leur amitié se trouverait renforcée si Israël choisissait la voie de la paix...

L'autre épisode marquant s'est produit lors de la cérémonie d'inauguration des Jeux olympiques de Pyeongchang, où le vice-président US Mike Pence était venu menacer une fois de plus la Corée du Nord de l'apocalypse. Pence s'est retrouvé totalement isolé et même ridiculisé face à la poli-

ENTRETIEN AVEC GILLES RICHARD

Néolibéralisme et frontières fermées ne font pas bon ménage

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVAIN FAUVINET

Professeur d'histoire contemporaine à l'université Rennes 2, Gilles Richard est l'auteur d'une Histoire des droites en France de 1815 à nos jours, parue en 2017 chez Perrin. Nous lui avons demandé son point de vue sur l'éclatement et les divisions actuelles à droite.

Pour commencer, peut-on faire un état des lieux des droites en France aujourd'hui?

Avant tout, il faut bien parler des droites. Comme je l'explique souvent, en particulier aux journalistes, la droite, ça n'existe pas.

Aujourd'hui, les droites sont dans une situation contradictoire. Elles sont à la fois victorieuses – le résultat des élections, c'est que les néolibéraux sont revenus au pouvoir – et en même temps, elles sont divisées. Les divisions n'ont même jamais été aussi fortes entre néolibéraux et nationalistes. Avant tout, parce que le clivage principal entre les différentes familles politiques ne porte plus sur la question sociale, mais sur la question nationale. C'est-à-dire sur la place que la France a dans le monde et plus particulièrement dans l'Union européenne. Est-ce qu'elle s'intègre et se dissout dans une Union européenne néolibérale ou est-ce qu'elle est repliée sur elle-même en un Etat-nation protégé par un Etat centralisé et fort? C'est ce qui fait clivage aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, et c'est ce qui a infecté toute une partie des gauches (comme le montre une partie du discours de Jean-Luc Mélenchon).

Les Républicains payent la stratégie sarkozyste qui a consisté à vouloir capter une partie de l'électorat en tenant un discours de type sécuritaire-identitaire tout en défendant des positions européistes néolibérales. C'est la stratégie de Nicolas Sarkozy après le 21 avril 2002 puis, plus nettement encore, quand il prend en main l'UMP en 2005. François Fillon est resté sur cette posture mais en «catholicisant» l'aspect identitaire.

Organiser l'UMP sur ces bases en 2005 n'était pas du tout ce qu'avait envisagé Alain Juppé quand il avait fondé «la Maison bleue» en 2002. Il s'agissait alors de créer ce qu'Emmanuel Macron et les Constructifs sont en train de faire: regrouper, autour du noyau giscard-barriste et des chiraco-juppéistes conver-

tis à l'Europe et au néolibéralisme, les radicaux menés par Jean-Louis Borloo, les démocrates-chrétiens, etc., et tenir une position «centriste», ou plutôt centrale, au sens partisan, entre les gauches en mauvais état et le FN.

Sarkozy a semblé l'emporter en 2007, profitant de la mauvaise campagne du «vieux», mais c'était en fait intenable dans la durée. On ne peut pas en effet être néolibéral, européiste, «mondialiste» dans le sens où le capitalisme libéral l'entend, et en même temps recréer des Etats nationaux forts avec des frontières fermées. Le système capitaliste «mondialisé» veut l'abolition des frontières économiques. Non seulement pour que les capitaux et les hommes circulent, notamment les travailleurs détachés, mais aussi parce que les résistances politiques de type démocratique se sont construites dans le cadre des Etats-nations. Dès lors, vider les Etats-nations de leur substance est une manière de liquider les acquis démocratiques et sociaux, certes imparfaits, incomplets, mais quand même assez considérables, surtout en France depuis la Révolution.

Donc, aujourd'hui, exit Sarkozy mais arrivée de Wauquiez à la tête de Les Républicains...

C'est là qu'intervient la différence entre familles politiques et partis politiques au sens strict. Les familles politiques, on peut les isoler les unes des autres: les néolibéraux ne sont pas les nationalistes qui ne sont pas les démocrates-chrétiens, etc. Mais ensuite, ces familles génèrent des forces politiques, les partis, qui ont leurs intérêts propres dans la conquête et l'exercice du pouvoir. Quand on est élu UMP/LR dans le Midi, c'est compliqué d'être macroniste à cause du poids de l'électorat frontiste. Si on veut récupérer les voix du FN au second tour, il faut tenir un discours qui permette cela. Et c'est là qu'il y a

contradiction.

Laurent Wauquiez essaye de jouer sur le fait que le FN patine depuis quelques mois. Il veut reprendre la main, sur une ligne qui emprunte beaucoup au sarkozysme. Mais, selon moi, il n'y arrivera pas. S'il fait ce qu'il dit, les derniers néolibéraux qui restent à LR partiront – ils ont commencé: Xavier Bertrand, Jean-Pierre Raffarin, Dominique Bussereau, Alain Juppé... Il risque de régner sur un petit parti.

La famille nationaliste est surtout représentée par le FN. Comment se tire-t-elle de cette séquence électorale?

Elle s'en tire bien mais pas aussi bien qu'elle l'avait espéré. Tout d'abord, il faut noter que jamais le FN n'a recueilli autant de voix au second tour d'une élection. Pourtant, on peut aussi dire que le FN a échoué – c'est vrai que Marine Le Pen a fait une très mauvaise prestation lors du débat de second tour. Il n'empêche que le FN a rassemblé un nombre colossal d'électeurs. Cinq fois plus qu'en 1984. En une génération, il a donc quintuplé son audience électorale!

Mais le FN est sur une position anti-Europe. Et même s'il y a bien un électorat anti-«mondialisation» très important dans les classes populaires et au-delà, cet électorat, quand il est confronté à la prise du pouvoir, a conscience que sortir de l'Union européenne ne va pas être quelque chose de facile. Et si les électeurs n'en étaient pas encore convaincus, le Brexit et ce qui s'est passé en Grèce sont là pour le leur rappeler. La sortie de l'euro avancée par Florian Philippot n'est pas apparue crédible. Plus le temps passe et plus le Brexit démontre que la sortie de l'UE est quelque chose qui coûte très cher. Ce qui s'est passé à gauche en Grèce et à droite au Royaume-Uni oblige le FN à repenser son discours sur la sortie de l'Union européenne. Et ce sera compliqué.

Revenons au macronisme et à cette droite néolibérale qui est arrivée au pouvoir.

Macron, c'est le nouvel homme fort des néolibéraux. Il a comme principale caractéristique, à la différence d'un Juppé, outre l'âge, de permettre un sensible élargissement de la famille néolibérale, de prendre acte qu'une large fraction des cadres socialistes sont des néolibéraux. Ils le sont devenus, progressivement mais résolument, durant les trente dernières années.

L'évolution de Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Pascal Lamy, Laurent Fabius, Manuel Valls et tant d'autres se cristallise chez Macron. Il permet l'addition des néolibéraux qui viennent des deux grands partis politiques pendant trente ans pour recomposer une nouvelle force, La République En Marche – nouvelle force politique qui se met toutefois en place difficilement car c'est toujours compliqué de créer un parti... C'était l'objectif de Juppé en 2002: mettre dehors les nationalo-souverainistes et intégrer Strauss-Kahn et d'autres. Macron est l'héritier de ce projet, associé à Édouard Philippe, héritier de Juppé.



Wauquiez et Sarkozy: combiner néolibéralisme et nationalisme, la quadrature du cercle à l'origine de la crise. DR.

Donc, c'est le «retour» des libéraux au pouvoir. Cependant le projet de Macron, ce n'est pas que le libéralisme économique, c'est aussi l'intégration de mesures de l'état d'urgence dans le droit commun. Au pouvoir, les néolibéraux sont obligés de gérer l'ensemble de la société. Mais ce qui reste central à leurs yeux, c'est l'économie. Leur croyance et leur but, c'est que les règles du capitalisme soient la matrice des règles de toute la vie sociale. Le bonheur de l'humanité est à ce prix, prétendent-ils. Mais les résistances sont fortes, d'où le recours à la répression. Le fait qu'ils soient «sé-

curitaires» n'est pas une nouveauté: déjà sous Louis-Philippe au 19^e siècle... Sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, il y eut la loi Sécurité et Liberté. Sous Jacques Chirac, les mesures imposées par Pasqua puis Sarkozy au ministère de l'Intérieur. Même chose ensuite avec Valls. Toujours pour faire face aux résistances sociales. Si l'on faisait aujourd'hui un référendum pour demander aux Français s'ils pensent que les règles du capitalisme doivent dicter le fonctionnement de toute la société, on obtiendrait sans aucun doute une majorité de non.

D'où vient le néolibéralisme?

Le néolibéralisme est issu des réflexions des patrons modernisateurs dans les années 1930, pendant la Grande Dépression et contre le Front populaire. Ils comprennent que le «laisser-faire, laisser-passer» classique ne peut plus fonctionner, surtout quand il existe un contre-modèle, le régime soviétique. Ils choisissent alors de totalement réévaluer le rôle de l'Etat comme instrument premier de défense des règles du «marché». Le néolibéralisme, c'est mettre l'Etat au service direct du capitalisme. En août 1938, pendant le «Colloque Lippmann» qui réunit à Paris des

grands patrons, des économistes et des intellectuels libéraux, se crée une organisation pour la promotion du néolibéralisme. Mais la guerre arrive et ce projet ne peut reprendre qu'en 1947 avec la création de la Société du Mont-Pèlerin, qui existe toujours aujourd'hui et occupe de fortes positions dans les institutions européennes.

Dans Histoire des droites en France, il y a l'idée que la vie politique est structurée par des grandes questions. A la fin du 20^e siècle, on est passé de la question sociale à la question nationale. Comment faire pour un retour à la question sociale?

Même si on le déplore, la question nationale est devenue la question politique centrale. Pour deux raisons.

Première raison: la victoire des néolibéraux avec «VGE» et Raymond Barre a fait muter la place de la France dans l'Europe. Elle est devenue pleinement partie prenante d'une Europe néolibérale intégrée, qui se veut fédérale même si elle ne l'est pas encore. Ça a créé une situation nouvelle, en rupture complète avec le gaullisme.

Deuxième raison: les gauches se sont effondrées à cause du chômage de masse qui a brisé le vieux mouvement ouvrier. Ce chômage de masse est le fruit des mutations du capitalisme qui ont cristallisé durant les années 1970 et que Giscard d'Estaing et Barre ont accepté d'accompagner. Ce que les historiens appellent la troisième révolution industrielle (multinationalisation des entreprises, robotisation puis financiarisation) a conduit à ce chômage de masse structurel. L'addition de ces deux phénomènes a fait que la question nationale est devenue la ligne de clivage essentielle de la vie politique. Les gauches ne sont plus capables d'imposer la question sociale comme terrain principal du combat politique. Elles sont en miettes. Cela n'empêche pas qu'il y a des millions de Français qui pensent que la question sociale est essentielle. Mais il n'y a pas de force politique suffisamment influente pour l'imposer comme a pu le faire le PCF à la Libération. Ou le Front populaire en 1936, époque où la question nationale était aussi posée par les ligues nationalistes mais les partis de gauche, portés par le puissant mouvement social du printemps 1936, furent alors assez forts pour imposer la question sociale comme la question politique centrale.

C'est finalement une question de rapport de forces dans la société tout entière. Aujourd'hui, l'infini pouvoir de séduction de la société de consommation et le chômage de masse figent la situation, obscurcissent les esprits, tétanisent les énergies. Comment inverser ce rapport des forces? C'est le grand défi pour les femmes et les hommes de gauche aujourd'hui. Et la réponse ne sera pas simple à élaborer! Tous les repères du mouvement ouvrier sont brouillés. La question écologique exige des mesures urgentes allant contre les intérêts des grands milieux d'affaires. Les nationalistes avancent à marche forcée. À l'inverse, des luttes sociales (toujours très longues) sont parfois victorieuses. La solidarité se construit de multiples façons avec les migrants. On expérimente de nouvelles relations humaines dans les ZAD. Qui l'emportera?... □

Un tournant politique radical en Iran

PAR HOUSHANG SEPEHR

Dans les livres d'histoire de l'Iran moderne, la première semaine de janvier 2018, qui a connu une vague de soulèvements populaires dans de nombreuses villes du pays, sera enregistrée comme une nouvelle étape historique. Un tournant après lequel la scène politique iranienne n'a plus été la même.

Indépendamment des conséquences immédiates de cet événement, soit le mouvement ouvrier imprimera de façon déterminante sa marque sur l'évolution du mouvement, soit celui-ci sera écrasé de façon sanglante. En attendant, une chose est certaine : il sera désormais impossible pour le régime actuel de continuer à gouverner comme avant. Les manifestations récentes ont miné tous les fondements politiques, culturels et idéologiques du régime capitalo-islamique, ainsi que le mythe de ce qui est appelé la «révolution islamique».

LES FAITS ET LES CHIFFRES

Les manifestations qui ont commencé le 28 décembre se sont rapidement étendues à plus de quatre-vingt villes. Les participants étaient majoritairement des jeunes de moins de trente ans. Certains bâtiments officiels et banques d'Etat ont été incendiés par les manifestants. Des portraits de Khamenei et Khomeiny, les deux symboles du pouvoir en place, ont été brûlés ainsi que le drapeau du régime. Ces manifestations présentent plusieurs différences importantes avec celles de 2009. Dès le premier jour, elles se sont opposées directement à la pauvreté et à la corruption du régime. Elles ont comporté une large participation de salarié-e-s, de chômeurs et chômeuses, de retraité-e-s. A partir du troisième jour, elles se sont politisées et radicalisées. On a entendu des slogans réclamant la fin de la République islamique, la mort du Guide suprême Khamenei, du président Rouhani¹, des «gardiens de la révolution», ainsi que la fin de l'intervention militaire de l'Iran en Syrie et au Liban. Dans certains cas, des femmes ont courageusement enlevé leur foulard dans les lieux publics. Après le choc et la confusion des deux premiers jours, le régime toutes ten-

dances confondues (les durs, les intégristes, les modérés et les réformateurs) a décidé d'écraser violemment la protestation par tous les moyens. Le bilan est lourd : selon les autorités, 24 morts dans les rues et plus de 3700 arrestations dont à ce jour 12 morts sous la torture en prison.

Depuis la révolution de 1979, ce soulèvement est le premier qui porte la marque de la lutte de classe et l'absence de tout signe, symbole, personnalité ou slogan religieux. Les manifestations reposaient sur celles et ceux n'ayant pas de place dans les discours dominants : les sans voix, sans chef, ni guide, ni organisation. Jamais les plus pauvres, les marginaux des villes, les masses habituellement silencieuses et discrètes n'ont été si nombreux dans les rues : travailleurs précaires, marchands ambulants, travailleurs saisonniers ou temporaires, sans emploi.

Ces manifestations portaient une dynamique explosive en raison de leur couverture géographique, de la radicalité des slogans et la diversité des approches. Il s'agit d'un phénomène inédit depuis la révolution de 1979. Les règles du jeu politique ont été soudainement changées.

ECONOMIE POLITIQUE DES ÉMEUTES

Ceux qui expliquent que «des mains invisibles» auraient été derrière la révolte devraient commencer par regarder la réalité, bien visible, de la crise économique et sociale. C'est elle qui a déclenché les émeutes. Face aux crises sociales, tous les dictateurs parlent de «complot». Ils sont suivis par certains de leurs amis campistes se réclamant de la «gauche anti-impérialiste». La seule «conspiration» est en fait celle du système bourgeois-clérical dont la logique est contraire aux intérêts de la majorité de la population.

Le processus accéléré de prolétarianisation des petits producteurs, ainsi que l'ampleur de l'effondrement des couches intermédiaires, ont creusé un profond fossé entre le capital et le travail. Sans aucun doute, les racines profondes de cette crise se trouvent dans le mode de production capitaliste et la mondialisation. Mais en Iran, ce qui a accru la gravité de la crise et l'a rendue explosive, c'est le déploiement

Le samedi 30 décembre 2017 à Téhéran, après une manifestation interdite par le pouvoir. DR.



d'une politique économique militariste néolibérale durant les deux dernières décennies.

Le processus de redistribution de la richesse du pays vers les bandes capitalo-mafieuses détenant le pouvoir poli-

tique, ainsi que la corruption astronomique aux dépens des couches populaires très appauvries, ont commencé dans les années 1990, au lendemain de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Cette redistribution des richesses a eu lieu par le biais d'une accumulation du capital accélérée et sauvage, reposant sur la destruction des petites exploitations agricoles et entreprises artisanales, des importations massives et la privatisation de biens publics à des prix dérisoires.

En janvier 2017, les sanctions économiques contre l'Iran ont été levées suite à la signature, le 14 juillet 2015, de l'accord sur le nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances. Rouhani et son gouvernement se vantaient alors d'avoir obtenu un énorme succès politique et surtout économique. Les économistes iraniens à son service, néo-libéraux disciples de l'Ecole de Chicago, de Hayek et de Friedman, présentaient des chiffres vantant les succès de la politique d'économie de Rouhani. Et aujourd'hui que voit-on? Des émeutes contre la pauvreté!

«Bien dit, vieille taupe. Comment peux-



tu travailler si vite sous terre?» (Hamlet, Shakespeare). Cet animal aveugle chemine obstinément, creusant avec patience ses galeries dans l'épaisseur obscure de l'histoire. Il surgit ensuite parfois en plein soleil. Il incarne le refus, dans

les moments difficiles, de se résigner à toute idée de «fin de l'histoire».

QUAND LES MASQUES TOMBENT

Ce mouvement, qui a notamment pris pour cible le Guide suprême Khamenei, a de multiples causes:

- La chute terrible du niveau de vie des travailleurs, de différentes couches populaires et de la petite bourgeoisie;

- La déception de la base sociale du régime face à l'évolution de la situation, et sa frustration face à l'incapacité de celui-ci (tous courants confondus) à améliorer les conditions de vie;

- Le choc provoqué par la non tenue des promesses électorales de Rouhani, ainsi que le basculement rapide du gouvernement vers une politique droitière et ultra-libérale dès le début de son deuxième mandat présidentiel;

- Le fait que des centaines de milliers de gens ordinaires aient perdu leurs maigres épargnes suite à des escroqueries bancaires à grand échelle, commises avec la complicité du gouvernement;

- Des révélations sur le niveau astronomique de la corruption des personnes au pouvoir. Des slogans comme «*Notre pays est un foyer de voleurs, il est le plus corrompu au monde*» soulignent le dégoût de la population. Des sommes équivalentes à un tiers du budget du pays ont ainsi été détournées vers des institutions cléricales. En ces temps difficiles, la grande majorité de la population estime que cet argent aurait dû être consacré à l'aide sociale. Il n'est donc pas surprenant qu'à côté de slogans contre la totalité du régime, il y en ait eu d'autres qui visaient le clergé en tant que groupe: «*les gens mentent, les clercs se prennent pour Dieu*», ou «*mollah, honte à toi, lâche le pays*». Le moment tant attendu d'un règlement de comptes historique avec le clergé semble être arrivé.

- Le tremblement de terre de l'automne dernier a montré l'incompétence et l'indifférence de l'administration, ainsi que la méfiance totale de la population envers sa capacité à faire face. En 24 heures, les habitants de Kermanshah, la ville la plus proche de l'épicentre du tremblement de terre, ont envoyé plus de 1000 camions chargés d'aide aux victimes abandonnées par le gouvernement. Leur exemple a été suivi par des habitants de nombreuses autres régions. C'était comme si les gens avaient perdu tout espoir que le gouvernement apporte une réponse réaliste et efficace à la catastrophe.

Le récent soulèvement est donc le résultat de la convergence de tous ces facteurs,

qui ont porté un dur coup aux espoirs de la population. Celle-ci a pris conscience qu'aucune faction du régime n'est meilleure que l'autre. Elle a compris que la participation à la mascarade électorale ne laissait de choix qu'entre le mauvais et le pire, et ne pouvait rien résoudre. Cette compréhension a mis fin au scénario qui a prévalu pendant plus de vingt ans.

Les foules qui ont pris la rue et brûlé le drapeau du régime ainsi que les portraits de ses dirigeants n'acceptent plus les jeux électoraux, les manipulations politiques et les duperies du système. Après des décennies d'étouffement de leurs voix, leurs cris tirent la sonnette d'alarme.

LES POINTS FAIBLES DU MOUVEMENT

Les récents soulèvements ont été spontanés et sans organisation. Des milliers de noyaux et de réseaux horizontaux, organisés autour d'activistes des droits civiques et de militants sociaux, ont joué un rôle de premier plan dans le lancement et la coordination des mouvements. Comme très souvent sous les régimes dictatoriaux où les organisations politiques, syndicales et associatives sont embryonnaires, le recours aux nouveaux moyens de communication a facilité le développement et l'organisation des mouvements. Mais leur usage ne garantit ni la persistance, ni le développement de la mobilisation. Son leadership dispersé et disparate, tout en reflétant la diversité sociale et politique de la population, ne permettait pas la convergence et la consolidation du mouvement.

Début janvier, on a vu s'unifier les slogans désignant ce que les manifestant-e-s voulaient voir disparaître: «*Non à...*»; «*A bas...*»; «*Mort à...*», etc. Mais les «slogans positifs», concernant ce qu'ils souhaitent voir apparaître étaient toujours absents. Ces mobilisations sont restées un mouvement de protestation qui sait ce qu'il ne veut plus, mais n'a pas encore trouvé ce qu'il veut à la place.

En l'absence d'organisation et de direction représentant une alternative progressiste claire, ces manifestations sont destinées soit à l'échec et à subir la répression, soit à être manipulées par des intérêts étrangers, soit à être détournées par le premier démagogue populiste venu.

De nombreuses forces politiques représentants des intérêts de classes antagonistes



vont essayer de prendre le contrôle du mouvement et de le dévoyer de ses propres fins. Il n'est pas surprenant que Donald Trump, qui deux mois plus tôt avait interdit aux citoyens iraniens d'entrer aux Etats-Unis en les accusant de terrorisme, soit tout d'un coup devenu un «ardent ami» des peuples révoltés d'Iran. Pas très étonnant non plus que Reza Pahlavi, le fils du shah détrôné (qui a passé ses quatre dernières années à fréquenter les boîtes de nuit et les casinos de Las Vegas), se prétende au côté du mouvement ouvrier iranien et se permette de lancer un appel à la grève générale!

Si nous voulons que ce soulèvement, ainsi que tant d'autres, ne s'éteigne pas comme un feu de paille, mais qu'il perdure et aboutisse, il lui faudra surmonter ses points faibles. La prise de conscience historique, politique et de classe, ainsi que les capacités propres du mouvement collectif sont déterminants pour sa survie et sa consolidation. D'où l'importance d'une direction indépendante, organique et durable. Non seulement dans sa loyauté envers les intérêts politiques et de

classe des exploité-e-s, mais aussi dans la lutte contre les tentatives de manipulation.

Ce n'est pas seulement une condition pour la structuration du leadership décentralisé actuel, mais aussi pour répondre à la nécessité d'intégrer les leçons des expériences du passé, ainsi qu'au développement d'une conscience politique avec un programme articulé sur les intérêts de la classe ouvrière.

ET MAINTENANT ?

Il est certain que ni la répression policière, ni la duperie démagogique et idéologique ne pourront être en mesure de dissimuler ou résoudre les contradictions existantes, ni de colmater la brèche ouverte par cette révolte. Avec certitude, on peut prédire que le prochain soulèvement ne mettra pas longtemps à venir.

«Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIX^e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre

leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : C'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser !» (Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*).

Les images de la répression brutale contre les manifestant-e-s ont provoqué une vague d'indignation dans le monde. Vu la lâcheté des opposants bourgeois «réformistes» et le fait que le système dans sa totalité est défié par le bas, la route est maintenant ouverte. Mais elle sera longue et difficile.

Le régime a en effet prouvé qu'il a la capacité d'imposer une répression encore plus sauvage. Ce n'est pas seulement un régime capitaliste, mais aussi un régime idéologique, organisé de façon fasciste. Et il combattra pour sa survie. Il dispose en effet de forces militaires puissantes, ainsi que d'une milice paramilitaire bien organisée ayant des intérêts financiers propres très importants.

Pour ces raisons, la solidarité internationale est plus indispensable que jamais. □

1 La traduction littérale de Rouhani est «le clergé» !

Organiser la solidarité avec les travailleurs iraniens

Depuis la fin de la guerre meurtrière et dévastatrice Iran-Irak (1980-1988), les gouvernements successifs ont appliqué des politiques économiques néolibérales concoctées par le FMI. Celles-ci s'accompagnent de licenciements, de fermetures d'usines, de la disparition de pans entiers de l'industrie (comme le textile et les pièces détachées électriques), de la réduction du niveau de vie des classes laborieuses.

Les salarié-e-s iranien-ne-s, quoique sur la défensive, ont riposté par des grèves, des occupations d'usine, des manifestations de rue, des blocages de routes, etc. Une nouvelle génération militante est sortie de ces luttes, avec deux revendications centrales : le droit de faire grève et celui de constituer des organisations ouvrières indépendantes du pouvoir.

La réponse des autorités a été une répression systématique et toujours plus dure. Des militant-e-s ont été licencié-e-s, harcelé-e-s, jeté-e-s en prison, torturé-e-s et même tué-e-s.

Au diapason avec cette renaissance du

mouvement ouvrier en Iran, les militant-e-s en exil ont organisé des comités de soutien et d'entraide dans plusieurs pays, notamment en France. Ils et elles ont diffusé des informations sur les luttes et appelé à la solidarité internationale. Ils et elles ont fait connaître des militant-e-s éminent-e-s de ces luttes aux organisations politiques et syndicats de leurs pays de résidence.

Dans plusieurs pays comme le Canada, le Royaume-Uni et la France, les centrales ouvrières ont répondu à cet appel à la solidarité. En France a été créé un collectif de soutien regroupant la CGT, la CFDT, Solidaires, la FSU et l'UNSA. Depuis plusieurs années, il apporte un soutien efficace aux syndicalistes iraniens, avec qui il a établi des relations directes et qui l'ont cité en exemple. Ce collectif intervient régulièrement auprès des autorités iraniennes et françaises, ainsi que des structures syndicales internationales.

Il a également présenté la situation du monde du travail en Iran dans des réunions publiques, ainsi qu'au sein de l'OIT

(Organisation internationale du travail). Lors de ces initiatives, la parole a été à chaque fois donnée à des militant-e-s iraniens-ne-s résidant en France¹ ou venus spécialement d'Iran.

Ces actions de solidarité ont permis à plusieurs reprises d'obtenir la sortie de prison de certains syndicalistes ou l'amélioration de leurs conditions de détention, dont l'obtention de soins médicaux.

Une des dernières initiatives a été la publication en décembre 2017 d'une déclaration commune de douze syndicats de France, de Suède, d'Espagne, d'Italie et de Belgique, concernant la situation déplorable de Reza Shahabi. Ce dirigeant emprisonné du syndicat Vahed (Régie d'autobus de Téhéran et de sa banlieue) est en danger de mort à cause de ses conditions très dures de détention et du manque des soins que son état de santé nécessite. □

Behrouse Farahany

1 Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens (SSTI), www.iran-echo.com/ International Alliance in Support of Workers in Iran (IASWI), <https://www.workers-iran.org/>

Guerres et risques de guerre au Moyen-Orient

PAR YANN CÉZARD

«Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples.»

Ainsi de Gaulle se décrivait-il lui-même, en avion vers...

Damas, dans ses Mémoires de Guerre. Il ne manque pas de disciples en Occident. On voit donc fleurir les inepties sur la guerre civile séculaire qui déchirerait aujourd'hui le Moyen-Orient, en opposant chiites et sunnites...

La vérité, pour le coup assez simple, est bien différente. Une partie des populations du Moyen-Orient, après avoir été elles aussi soulevées par le «Printemps arabe» de 2011, ont été écrasées dans le sang, en Syrie, en Irak, en Egypte, au Yémen, au Bahreïn, et elles sont aujourd'hui prises en étau entre des forces réactionnaires rivales qui s'entendent pourtant sur l'essentiel, l'étouffement des revendications sociales et démocratiques. Ces populations n'ont même pas eu «en échange» de la répression la paix armée des tyrans, mais des années de guerre sanglante, des guerres à la fois civiles et internationales, car dans chaque pays en guerre les puissances régionales et mondiales interviennent les unes contre les autres pour y imposer leurs intérêts.

IRAK, SYRIE: MONEY TIME?

On parle de «paix» à venir en Syrie et en Irak parce que le «califat» de Daesh achève de s'effondrer – territorialement. Mais il s'agit plutôt d'une sorte de «money time» comme on dit du dernier quart d'heure des matchs de basket, le moment de passer à la caisse et de solder les comptes.

En Irak, l'Etat central crie victoire. Mais quel ordre s'apprête-t-il à faire régner dans les zones arabes sunnites qu'il vient de reconquérir? Moins misérable, moins policier, moins corrompu, moins oppressif qu'avant la percée de Daesh? Le gouvernement irakien est loin de donner une quelconque garantie de cela aux populations «libérées» de Mossoul ou de Falloujah. Il en donne davantage aux investisseurs étrangers qu'il est venu solliciter dans une «conférence pour la reconstruction» au Koweït. Comme l'a dit un ministre aux gouvernements et capitalistes américains, saoudiens, turcs, français venus examiner l'opportunité d'investir les milliards de dol-

lars nécessaires: «le risque est énorme, mais la rentabilité aussi». Ça promet... Fort de sa victoire, l'Etat irakien a en tout cas déjà montré les crocs... aux Kurdes du nord du pays, en les menaçant d'invasion s'ils proclamaient leur indépendance et en récupérant par la force Kirkouk et son pétrole.

En Syrie, c'est la ruée vers la conquête des derniers territoires en dispute, notamment aux frontières. Le régime et ses alliés écrasent sous les bombes, dans l'une des offensives les plus violentes depuis le début de la guerre, les dernières régions tenues par la rébellion, Idlib et la Ghouta orientale. La Turquie mène son offensive contre le canton kurde d'Afrin, avec l'objectif d'empêcher le PYD de constituer une entité kurde autonome tout le long de sa frontière. Les troupes d'Assad soutenues par les Russes et les Iraniens d'un côté, les troupes des FDS à majorité kurde soutenues par les Américains de l'autre, se ruent vers la frontière irako-syrienne pour en prendre le contrôle. Au point de s'affronter plusieurs fois ces derniers mois. On comprend «l'échec» des «conférences de paix» initiées par l'ONU à Genève et par la Russie à Sotchi: les puissances rivales sont surtout affairées à continuer de faire parler les armes pour imposer le meilleur rapport de forces possible.

Dernier épisode en date de cette guerre internationale dans la guerre civile syrienne: l'aviation israélienne multiplie les raids contre des bases du régime, soupçonnées de permettre à l'Irak de s'installer durablement dans le pays et d'y offrir à terme une aide militaire considérable, et beaucoup plus sophistiquée qu'avant, au Hezbollah. Donc de menacer la sécurité de sa frontière nord avec le Liban et la Syrie. Au moment où nous écrivons, un F-16 israélien a été abattu (par un missile syrien? iranien?), déclenchant de nouveaux raids israéliens meur-

triers en représailles. Cerné par les affaires, soucieux de maintenir son gouvernement dominé par l'extrême droite, on peut se fier à Netanyahu pour se lancer dans une escalade militaire s'il le juge utile.

UN BARIL DE POUVRE À L'ÉCHELLE DE TOUTE UNE RÉGION

C'est un signe de plus du nouveau danger qui menace les peuples de toute la région. Non seulement on est encore loin d'une quelconque «paix» en Irak et en Syrie (pour ne même pas parler du Yémen), mais des bruits de bottes de plus en plus assourdissants se font entendre. Avec l'internationalisation croissante de la guerre en Syrie. Avec aussi l'antagonisme de plus en plus brutal entre l'Irak et l'Arabie saoudite: en moins d'une année, le «nouvel homme fort» du Royaume saoudien a instauré un blocus du Qatar, séquestré le premier ministre du Liban pour provoquer une crise dans ce pays et bousculer le Hezbollah, imposé une intervention militaire criminelle et désastreuse au Yémen, tout en obtenant le soutien vigoureux de Trump et en resserrant l'alliance de facto, et de moins en moins honteuse, avec Israël.

Ni ce trio infernal, ni l'Irak, ni la Turquie, ni la Russie ne veulent sans doute aujourd'hui d'une guerre généralisée dans la région. Mais les politiques et les aventures militaires des gouvernements de ces pays, d'ailleurs censées les aider à asseoir leur pouvoir, à museler leurs propres peuples, à les chauffer à blanc, à écraser les dissidences, ont transformé tout le Moyen-Orient en baril de poudre hautement explosif.

Ce dossier est donc consacré aux guerres que subissent les peuples de la région, notamment les Syriens (Joseph Daher), les Kurdes (Emma Wilde Botta), les Palestiniens (Julien Salingue), et aux risques d'une déflagration généralisée (Gilbert Achcar). □

ENTRETIEN AVEC GILBERT ACHCAR

Iran, Arabie Saoudite, Moyen-Orient: une région hautement explosive

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN CÉZARD

Gilbert Achcar est professeur à la faculté d'études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Il a publié, entre autres, deux livres sur les révolutions dans le monde arabe: en 2013, « Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe » et en 2017, « Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe ». Entretien réalisé le 9 février 2018.

On parle beaucoup d'une sorte de « guerre froide » entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Comment se manifeste-t-elle concrètement ?

Si on entend par guerre froide un antagonisme aigu, où l'Arabie saoudite et l'Iran sont en concurrence militaro-politique et se font la guerre par pays interposés sans entrer en guerre directement l'un contre l'autre, c'est bien le cas.

Depuis son avènement, le régime iranien issu de la « révolution islamique » de 1979, a été en hostilité permanente avec le royaume saoudien. Ce sont des régimes antithétiques sur le plan politique, bien que relevant tous deux de l'intégrisme islamique. Le royaume saoudien est lié aux Etats-Unis, tandis que la République islamique d'Iran est née du renversement d'une monarchie et est farouchement anti-américaine. Ce qui fait que cette guerre froide s'est réchauffée depuis quelque temps, c'est que l'invasion de l'Irak menée par les USA en 2003, a ouvert une boîte de Pandore; elle a donné la possibilité à l'Iran d'étendre, puis de consolider son influence en Irak, et donc de mettre le pied directement dans un pays arabe limitrophe du royaume saoudien.

Jusque-là l'Iran avait pour principal auxiliaire dans la région le Hezbollah libanais, mais cela restait un souci relativement limité pour les Saoudiens. Par contre, l'expansion de l'influence iranienne en Irak est devenue pour eux une source de grande inquiétude, qui n'a cessé depuis de se renforcer, notamment avec la nouvelle poussée de l'influence iranienne à l'occasion de ce que l'on a appelé le « printemps arabe ». L'Iran profite

de la déstabilisation du Moyen-Orient arabe: d'abord celle apportée par l'invasion étatsunienne de l'Irak, puis celle causée par le « printemps arabe » quelques années plus tard. Après l'Irak,

C'est une explication typiquement « orientaliste » au sens péjoratif du terme, qui renvoie à une logique ramenant toujours tout à des cultures censées être pérennes. Cela ne tient pas debout: le pré-

La guerre civile au Yémen, l'un des terrains d'affrontement entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Ici à Sanaa, en août 2016 après un bombardement saoudien. DR.



l'Iran est intervenu en Syrie à partir de 2013, au moyen d'auxiliaires régionaux mais aussi avec des Iraniens sur le terrain. Puis ce fut le tour du Yémen, où les Houthis sont soutenus par Téhéran, même si le rôle militaire iranien reste limité dans ce pays en comparaison de l'Irak et de la Syrie.

Il ne manque pas de commentateurs en occident pour expliquer qu'on a là un nouvel épisode de l'antagonisme séculaire des chiites et des sunnites. Que penses-tu de cette « analyse » ?

tendu conflit entre sunnites et chiites n'était pas un aspect majeur de la politique régionale jusqu'à l'invasion de l'Irak et la guerre civile qui a suivi en 2006 et qui a pris un tour confessionnel opposant des sunnites à des chiites dans ce pays.

C'est un fait, cependant, que depuis la « révolution islamique » en Iran, les Saoudiens – dont l'idéologie officielle est farouchement anti-chiite – ont utilisé la carte confessionnelle pour isoler la révolution iranienne, en expliquant que le khomeynisme était un avatar du chiisme contradictoire avec le sunnisme. Les diri-

geants de la République islamique, pour leur part, ont bien sûr utilisé leur leadership religieux chiite pour étendre leur influence dans le monde arabe. Ils sont notamment intervenus au Liban pour la fondation, l'armement et le financement du Hezbollah, mais en règle générale leur politique officielle déclarée a été plus panislamique que chiite.

Ils ont essayé d'en appeler à l'Islam en général, et ont tissé des liens assez forts avec les Frères musulmans, qui sont sunnites, mais intégristes comme eux. Ils se targuaient en particulier de soutenir le Hamas, la branche palestinienne des Frères musulmans, en une sorte de binôme avec le Hezbollah. Il y avait donc une politique panislamique de l'Iran qui gênait les Saoudiens et provoquait entre eux une surenchère islamique... Ce qui s'est passé, cependant, depuis l'invasion de l'Irak et surtout depuis la guerre civile dans ce pays, c'est qu'on a vu une escalade dans le confessionnalisme iranien, qui est devenu de plus en plus déterminant. Téhéran a étendu son influence en Irak en utilisant la carte confessionnelle, devenue alors majeure dans sa démarche. Cela a beaucoup contribué à envenimer les choses, avec des Saoudiens qui eux, bien sûr, n'ont pas cessé de diffuser leur idéologie violemment confessionnelle.

Dire qu'aujourd'hui il y a une dynamique confessionnelle sur le terrain, c'est incontestable, mais expliquer cette dynamique par le simple fait qu'il y a des sunnites et des chiites, cela n'explique rien, c'est une tautologie. C'est un processus politique qui a donné au conflit cet aspect confessionnel. On peut le dire d'ailleurs de toutes les survivances historiques telles que le confessionnalisme ou le tribalisme : ce ne sont pas des éléments culturels éternels, mais des éléments culturels qui ont été entretenus ou récupérés, et utilisés à des fins politiques... Pourquoi n'y a-t-il plus de guerres entre catholiques et protestants en Europe, à part le conflit en Irlande du nord, alors que l'Europe a connu de tels conflits et des plus meurtriers dans le passé ? Si ce facteur confessionnel joue à présent un tel rôle au Moyen-Orient, c'est pour des raisons d'histoire politique, et non pour des raisons culturelles ou religieuses. La source du conflit ne réside pas dans les différences religieuses, mais dans des conflits d'intérêts très profanes.

A propos de l'expansionnisme iranien montré du doigt par les Saoudiens, les Egyptiens, les gouvernements occidentaux... qu'en est-il réellement ? Il y a eu ces occasions données à l'Iran d'accroître son influence en Irak et en Syrie, certes, mais quelles sont les limites de cette influence, et en quoi est-elle réellement une menace pressante pour les intérêts saoudiens, israéliens ou américains ?

Il y a menace pour les trois pays que tu as cités, dans la mesure où l'Etat iranien déploie une politique qui leur est farouchement hostile. Mais je voudrais souligner aussi que l'expansionnisme du régime iranien est en même temps une menace pour les populations de la région. Son exploitation du facteur confessionnel fait exploser les sociétés de la région, ce qui est extrêmement grave.

Cette politique expansionniste est menée en particulier par les Gardiens de la révolution, qui sont un Etat dans l'Etat en Iran : ils contrôlent un secteur majeur de l'économie du pays et sont le bras armé de l'expansionnisme du régime de par leur nature de force militaro-politique. Ce sont eux qui interviennent en Irak, en Syrie, au Liban, où ils encadrent des troupes sélectionnées sur une base confessionnelle. On ne peut être membre du Hezbollah, par exemple, sans être chiite : c'est une organisation confessionnelle. Tout cela introduit des clivages extrêmement dangereux dans les sociétés concernées.

Les Saoudiens ne font pas mieux, il n'y a pas de doute, mais en l'occurrence la politique d'expansion offensive de Téhéran contraste avec le conservatisme des Saoudiens. On ne voit pas ces derniers construire des tentacules armés locaux comme le fait l'Iran. Même en Syrie, ils ont financé et soutenu des groupes qu'ils ne contrôlent pas entièrement. Le royaume saoudien est hyper-conservateur et il craint cette déstabilisation de la région, qui n'effraie pas l'Iran quant à lui !

Tu veux dire que l'instabilité profite à l'Iran, pas à l'Arabie saoudite, qui elle préfère le statu quo ?

Prends le Liban comme exemple : les Saoudiens n'ont pas monté et ne cherchent pas à mettre sur pied une version sunnite du Hezbollah, bien que ce dernier ait le monopole de la force au Liban. Le régime saoudien est certainement encore plus réactionnaire que le régime iranien, sur le plan social et culturel, mais celui-ci est bien plus agressif et expansionniste. Il joue donc un rôle encore plus

dangereux dans la professionnalisation des conflits dans la région.

Cela a été un antidote essentiel contre la vague révolutionnaire du « printemps arabe ». Si elle n'a pas pu se répandre en Irak malgré des tentatives de mobilisation sociale, c'est surtout à cause du clivage confessionnel. Idem au Liban. Si en Syrie le régime a pu résister à la vague révolutionnaire et contre-attaquer, c'est également en utilisant le facteur confessionnel, mais c'est aussi et avant tout grâce au soutien de l'Iran au moyen de milices confessionnelles venues d'Irak, du Liban et d'Iran même (notamment des troupes constituées de réfugiés afghans dans ce dernier pays, souvent enrôlés de force). Ces milices jouent un rôle crucial dans le maintien du régime.

Mais qu'en est-il de l'Etat irakien actuellement ? Il semble exagéré de le décrire comme un vassal de l'Iran, mais il est profondément lié à ce dernier tout en étant pourtant bénéficiaire du soutien américain ?

C'est paradoxal, en effet. Il y a depuis longtemps une concurrence combinée avec une collaboration entre les Etats-Unis et l'Iran en Irak. L'invasion américaine s'est faite dès le départ avec la complicité de l'Iran, ce qui fait que des nationalistes arabes sunnites, comme les Baasistes, accusent régulièrement l'Iran d'être complice des Etats-Unis, et se présentent comme victimes d'un complot irano-américain. C'est un fait indéniable que, lorsque les troupes américaines ont envahi l'Irak, elles ont apporté avec elles le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, inféodé à l'Iran, ainsi que le parti Dawa, parti confessionnel chiite lié à l'Iran... L'occupation les a même installés au gouvernement !

Dans quelle mesure c'était de la bêtise de la part de l'administration Bush, on peut en discuter, mais il y a eu incontestablement une part de bêtise... L'équipe Bush a même déclaré, un an après l'invasion, avoir été bernée par un aventurier, du nom de Chalabi, qui avait été leur principal guide dans leur aventure irakienne, et qu'ils ont accusé ensuite d'avoir été un agent double pour le compte de l'Iran. Le résultat, en tout état de cause, est qu'ils ont installé l'Iran au pouvoir en Irak, et cela du temps même où les troupes américaines étaient encore là. Ils ont installé





Maliki à la tête du gouvernement, alors que c'est l'homme qui a considérablement renforcé les liens entre l'Etat irakien en reconstruction et l'Iran.

Quand les Etats-Unis ont quitté l'Irak en 2011, ils ont laissé un pays qui était bien plus soumis à Téhéran qu'à Washington. Et lorsque, trois ans plus tard, Daesh a fait sa percée en Irak, les Etats-Unis ont mis comme condition à leur intervention la démission de Maliki, l'homme qu'ils avaient eux-mêmes mis à la tête du gouvernement. Ils ont obtenu qu'il soit remplacé par Abadi qui joue la carte du neutralisme, mais sur le terrain, quel que soit le souhait du premier ministre actuel, les forces directement liées à l'Iran sont aussi puissantes que l'armée officielle, elle-même contrôlée par l'Iran. Le chef des Gardiens de la révolution iraniens se promène dans toute la région, visite les troupes, donne des consignes, comme en territoire conquis...

Comment analyses-tu la politique américaine, ou peut-être les politiques américaines, vu le chaos qui semble régner en ce moment au sommet de l'Etat américain? Est-elle plutôt suiviste/opportuniste par rapport aux menées saoudiennes, ou sont-ils davantage eux-mêmes à la manœuvre? Ont-ils une stratégie cohérente aujourd'hui?

On n'a jamais vu pareille cacophonie à Washington, en effet. Même au temps du Watergate, il n'y a pas eu de cacophonie dans la politique étrangère. Aujourd'hui, il y a Trump, qui souhaiterait mener une certaine politique, et l'establishment, l'armée, le Pentagone, qui ne suivent pas sur nombre de choses. Pour ne citer qu'un exemple, Trump avait promis à Erdogan de cesser le soutien aux forces kurdes en Syrie, et le Pentagone a dit exactement le contraire un mois plus tard.

Trump misait sur son rapprochement avec Moscou, et voulait développer une politique à partir de ce rapprochement. Il comptait sur la Russie pour bouter l'Iran hors de Syrie, mais cela n'a pas marché. Il a vu plein d'obstacles se dresser contre sa volonté de rapprochement avec Poutine. D'autre part, il y a le Pentagone qui a décidé, depuis 2014-2015, de s'appuyer sur les Kurdes syriens, sur les Unités de protection du peuple (YPG), et qui se félicite d'avoir fait ce choix: ce sont d'excellents combattants... Washington les a poussés

à créer une force comprenant des Arabes, les Forces démocratiques syriennes (FDS), pour ne plus apparaître comme une force exclusivement kurde. Les FDS ont remporté la bataille contre Daesh sur le territoire syrien.

On voit toute la complexité de cette situation, où un certain «anti-impérialisme» campiste (qui d'ailleurs est exclusivement anti-américain, et souvent même pro-russe), comme il s'est manifesté sur la Syrie ou la Libye, ne colle pas. Il y a en effet des cas, qui restent certes exceptionnels, où les Etats-Unis soutiennent, comme en Syrie aujourd'hui, une force progressiste dans sa lutte contre un ennemi réactionnaire. Les YPG sont indiscutablement la force la plus progressiste du pays en Syrie, sur la question clé de la condition des femmes en particulier, et ce quelles que soient leurs limites certaines et sans sombrer dans le délire qui consiste à croire que la Commune de Paris a été réinventée dans les zones kurdes syriennes.

Or il se trouve que ce sont ces gens-là que le Pentagone a décidé de soutenir, ce qui a semé le trouble dans les esprits campistes, qu'on n'a donc pas vus manifester contre l'intervention américaine en Syrie, puisqu'ils pouvaient difficilement condamner des forces liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation qu'ils soutiennent depuis de longues années. Il est évident qu'on ne saurait blâmer les forces kurdes d'avoir accepté le soutien des Etats-Unis, sans lequel ils auraient été écrasés par Daesh. La ville de Kobané n'aurait pu être sauvée sans le soutien aérien américain et l'armement parachuté par les Etats-Unis aux forces kurdes, au grand dam d'Ankara.

Mais en même temps les forces kurdes auraient grand tort de trop compter sur les Etats-Unis, qui tôt ou tard les laisseront tomber; c'est inévitable. Il y a une sorte d'utilisation réciproque en ce moment, et bien malin celui qui au nom de «l'anti-impérialisme» irait leur reprocher cela, ce qui équivaldrait à leur recommander le suicide. Mais ce n'est évidemment pas un soutien fiable: Washington utilise les YPG pour le moment comme rempart non seulement contre Daesh, mais aussi contre l'Iran. Le Pentagone sait que s'il laissait tomber les Kurdes maintenant, les Iraniens parviendraient probablement à prendre le contrôle de la région à l'est de l'Euphrate.

Penses-tu que la «guerre froide» peut devenir chaude? Les conflits s'enflamment davantage entre l'Iran et l'Arabie

saoudite, et ce qui laisse perplexe c'est la complexité des acteurs, des tensions, et donc le risque d'engrenage.

Les Saoudiens sont échaudés: leur expédition au Yémen a échoué; tout ce qu'elle a réussi à produire c'est un gigantesque désastre humanitaire. Je vois mal le royaume se lancer dans une aventure militaire contre l'Iran, contrairement à d'autres, comme Israël ou les Etats-Unis, surtout avec une administration Trump aussi farouchement anti-iranienne. De ce côté-là, on ne peut rien exclure. Prenons par exemple le récent bombardement américain de troupes syriennes qui a fait une centaine de victimes. C'est une façon de dire: n'approchez pas des zones où nous sommes présents. La situation peut dégénérer entre Iraniens et Américains. Ce qui bloque les choses, c'est la présence de la Russie, qui ne souhaiterait pas se voir entraîner par Téhéran et encore moins par le régime syrien dans un affrontement avec les Etats-Unis. Mais c'est une situation explosive, certainement.

Y a-t-il un lien entre ces bruits de bottes et les révoltes du printemps arabe de 2011? On peut d'ailleurs ajouter maintenant le printemps iranien, car si les manifestations du début d'année ont pris rapidement fin, elles sont quand même symptomatiques. Y a-t-il un lien entre la politique étrangère des uns et des autres et les problèmes intérieurs auxquels ils doivent faire face?

Bien sûr. Il y a déjà un lien objectif: ces aventures militaires sont coûteuses, et l'Iran en particulier, bien plus que les Saoudiens, fait face à de graves problèmes économiques, qui sont le produit des sanctions et des cours du pétrole, d'une part, mais aussi de cette politique d'expansion que le gouvernement essaie maintenant de financer sur le dos de la population, en appliquant les recettes du FMI. C'est, en effet, le FMI qui a été appelé à la rescousse pour définir une nouvelle politique économique en Iran. Et ce sont ses recettes qui ont provoqué le début de soulèvement populaire qu'on a vu. Un des thèmes forts dans ce soulèvement était le rejet par une partie de la population de cette politique d'expansion régionale. Les gens savent bien que les aventures du régime en Irak, en Syrie et au Liban leur coûtent cher et se font à leurs dépens.

Quant aux Saoudiens, leur problème économique est lié à la baisse des cours du pétrole, mais c'est une baisse qu'ils ont

eux-mêmes déclenchée de façon délibérée en 2014. Le royaume est, bien sûr, beaucoup plus riche que l'Iran. Mohamed Ben Salmane, dit MBS, le nouvel « homme fort » saoudien, est en train d'opérer le passage du règne d'une famille élargie, de la taille d'un clan au sens tribal, au règne d'une seule famille restreinte, plus conforme à la tradition monarchique. En d'autres termes et en quelque sorte, c'est le passage de la participation à la propriété de l'Etat de quelques milliers de personnes, membres de la progéniture du fondateur du royaume, à une dynastie fondée sur la progéniture du roi Salmane beaucoup plus réduite, et du passage de la transmission du trône de frère en frère à une transmission de père en fils.

C'est une révolution de palais, dans tous les sens de la formule. Si MBS est en train de secouer le cocotier (il a arrêté plusieurs membres de la famille régnante élargie afin de les obliger à restituer à l'Etat une partie des fortunes qu'ils ont accumulées en exploitant leurs privilèges), il ne le fait nullement par rectitude morale puisque lui-même a fait pire. Ce qui est permis aux uns n'est désormais plus permis aux autres, et c'est aussi une façon commode de renflouer les caisses de l'Etat.

De quel point de vue la situation peut-elle dégénérer? Même si les uns et les autres ne veulent pas d'une guerre frontale véritable... Tu as dit aussi une chose qui peut surprendre: les Saoudiens seraient craintifs et conservateurs. Mais vu de loin ce sont eux qui sèment aujourd'hui le désordre en séquestrant le premier ministre libanais, en faisant le blocus du Qatar, en intervenant militairement au Yémen. Or tu dis « contrairement à Israël et à l'Iran » ? Tu vois la politique de Netanyahu comme aventuriste?

La politique israélienne l'est depuis longtemps, depuis l'invasion du Liban en 1982 en particulier. La politique que mène Netanyahu avec son cabinet d'extrême droite est une politique de bord de précipice, une politique extrémiste qui ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Cette politique a maintenant trouvé un allié en la personne de Trump, comme l'a montré sa position sur Jérusalem, qui relève de la provocation. Sur le plan militaire, y compris au vu de la situation intérieure en Israël, il est peu probable que le pays se lance dans une opération de grande envergure dans l'immédiat. Mais la fréquence dans la presse israélienne d'articles sur « la guerre qui vient » laisse cepen-

dant présager quelque chose.

Il y a en Israël une inquiétude sur l'avancée de l'Iran en Syrie. L'Iran est présent sur la frontière israélo-libanaise à travers le Hezbollah, et il l'est maintenant de plus en plus sur la frontière avec la Syrie. Cela est effectivement un problème pour Israël et, tôt ou tard, le gouvernement israélien va devoir prendre le taureau par les cornes, à moins que les Etats-Unis ne parviennent à sortir l'Iran de Syrie. Pour l'instant, ils comptent sur la Russie: Netanyahu (un grand ami de Poutine) et Trump sont d'accord là-dessus. Mais à chaque fois qu'il y a des manœuvres iraniennes qu'ils considèrent être potentiellement dangereuses pour eux, les militaires israéliens procèdent à des frappes aériennes. Et c'est forcément avec l'accord des Russes, puisque ceux-ci ont installé un puissant système anti-aérien en Syrie, qui épargne l'aviation israélienne. Pour le moment, les militaires israéliens marquent leur territoire, ils tracent des lignes rouges. Mais tout va dépendre de ce qui va se passer avec la présence iranienne en Syrie dans la période à venir. En tout cas toutes les parties sont sur le qui-vive dans cette région hautement explosive. □



Rebelles houthis, soutenus au Yémen par l'Iran. DR.

Quel avenir pour la Syrie ?

PAR JOSEPH DAHER

La guerre touche-t-elle à sa fin en Syrie ? Et le régime sanguinaire de Bachar al-Assad est-il en train de la gagner ? En tout cas, il se retrouve en position de force, multipliant les victoires en s'appuyant sur ses alliés russes, iraniens et du Hezbollah libanais. Le régime syrien contrôle désormais un peu plus de 60 % du territoire syrien, englobant 80 % de la population restée à l'intérieur du pays.

En même temps, le régime Assad et l'aviation russe ont intensifié leurs attaques contre la région de la Ghouta orientale et la province d'Idlib. Entre les 5 et 9 février, la Ghouta orientale a connu sous les bombardements du régime sa semaine la plus meurtrière depuis 2015, avec 229 morts, très majoritairement des civils. Assiégés depuis 2013 par les forces du régime, les quelque 400 000 habitants de la Ghouta orientale vivent une grave crise humanitaire, avec des pénuries de nourriture et de médicaments. Depuis le début de l'offensive dans la province d'Idlib en décembre 2017, les forces du régime ont réoccupé plus d'une soixantaine de villages et de localités.

De nouvelles attaques chimiques ont également été commises par les forces aériennes du régime syrien dans ces deux régions. Lors de la dernière en date, le 5 février, au moins onze cas de suffocation ont été rapportés dans la ville de Saraqeb. Il y a un consensus de fait entre toutes les puissances internationales et régionales pour le maintien du régime meurtrier de Bachar al-Assad, ce qui lui a donné « carte blanche » pour la poursuite de ses crimes.

Dans ce cadre, les diverses négociations diplomatiques en cours, de Genève à Sotchi en passant par Astana, sont tout sauf source d'espoir. La dernière conférence de Sotchi a d'ailleurs été boycottée par le Comité des négociations de l'opposition syrienne libérale et conservatrice (CNS), ainsi que par les mouvements kurdes de Syrie, le PYD et le Conseil national kurde.

UNE SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE CATASTROPHIQUE

Près de sept ans après le début du soulèvement populaire, transformé progres-

sivement en guerre meurtrière, la situation socio-économique est plus catastrophique que jamais. Les inégalités, les gouvernances autoritaires, dénoncées un peu partout au Moyen-Orient lors des soulèvements populaires en 2010-2011 et qui avaient tant inspiré la révolution en Syrie, sont désormais plus présentes que jamais.

La Banque mondiale a estimé en juin 2017 qu'environ un tiers de tous les immeubles et près de la moitié de tous les bâtiments scolaires et hospitaliers de Syrie ont été endommagés ou détruits par le conflit, tandis que l'économie a perdu 2,1 millions d'emplois réels et potentiels entre 2010 et 2015. Le chômage a atteint 55 % en 2015, celui des jeunes étant passé de 69 % en 2013 à 78 % en 2015. Plus de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

La reconstruction des zones dévastées par la guerre s'entreprind alors que plus de 5 millions d'habitants ont fui le pays et que 7,6 millions sont des déplacés à l'intérieur des frontières. En 2011, la Syrie comptait 22,5 millions d'habitants. Sa population a aujourd'hui diminué de près de 20 %.

Les forces démocratiques et progressistes à l'origine du mouvement populaire syrien ont subi une répression massive de la part du régime – les disparus se comptent aujourd'hui par milliers – et leur révolte a également été attaquée et défigurée par les mouvements islamiques fondamentalistes.

LES DJIHADISTES PERDENT DU TERRAIN MAIS GARDENT DES CAPACITÉS DE NUIRE

Les djihadistes de l'Etat islamique (EI) ont de leur côté perdu la grande majorité des villes et centres urbains syriens et irakiens qu'ils occupaient. Avec la perte de Raqqa en octobre dernier, l'EI ne

contrôlait plus que 10 % du territoire syrien – contre 33 % début 2017. Après Raqqa, l'EI a été la cible de deux offensives distinctes à Deir ez-Zor : l'une des troupes du régime d'Assad et ses alliés, soutenue par la Russie, l'autre des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenue par les Etats-Unis. En novembre, l'armée syrienne et ses alliés ont repris le contrôle total de la ville de Deir ez-Zor, après en avoir expulsé les derniers combattants de l'EI. Seules des régions frontalières isolées entre l'Iraq et la Syrie restent actuellement sous le contrôle de l'EI, en plus de quelques poches sur le territoire syrien.

Cependant, ces territoires perdus n'ont pas empêché l'EI de multiplier les attentats-suicides et à la voiture piégée dans différentes régions du pays, en plus de meurtres contre des civils dans les zones où ses soldats se retiraient. De même, le groupe Hay'at Tahrir Sham dominé par des djihadistes de Jabhat al-nusra, qui depuis le début de 2007 a perdu des territoires au profit des forces pro-régime, s'est recentré sur la pratique des attentats-suicides afin de tenter de retrouver un élan. Dans une déclaration audio du 23 avril 2017, le chef d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahiri appelait les djihadistes syriens sunnites à mener une guérilla contre un spectre d'ennemis allant du régime d'Assad (et ses alliés iraniens) aux puissances occidentales, et à se préparer à « une longue bataille avec les croisés et leurs alliés, les chiites et les alaouites ».

La perte par ces organisations de vastes territoires ne signifie pas la fin de leur existence et de leur capacité à frapper par des attaques terroristes. Encore une fois, il faut s'attaquer aux sources du développement de ces organisations : les régimes autoritaires de la région qui ré-

priment toute forme de résistance démocratique et sociale, les interventions étrangères régionales et internationales, les politiques néolibérales qui appauvrissent les classes populaires.

LE PYD ATTAQUÉ, LES KURDES MENACÉS

Depuis le 20 janvier 2018 l'armée turque, assistée par des milices islamiques et réactionnaires de l'opposition armée syrienne, a lancé une vaste offensive aérienne et terrestre contre la province d'Afrin, au nord-ouest de la Syrie, à la population majoritairement kurde et contrôlée par le Parti de l'union démocratique (PYD) et ses Unités de protection du peuple (YPG).

La Turquie a utilisé comme prétexte l'annonce par un porte-parole militaire de la coalition internationale contre l'EI dirigée par les Etats-Unis, de la mise en place dans le nord du pays, donc à la frontière turque, d'une force frontalière de 30 000 hommes sous le commandement des Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les forces

islamiques, persévère dans ses positions chauvines et racistes contre les Kurdes. Elle soutient l'invasion militaire turque, en appelant les réfugiés syriens en Turquie à rejoindre les groupes d'opposition armés qui combattent à Afrin. Malgré une déclaration du ministère russe des Affaires étrangères exprimant sa « préoccupation » et appelant les parties à « faire preuve de retenue mutuelle », Moscou, qui contrôle une grande partie de l'espace aérien syrien, a en réalité donné son feu vert à cette invasion, puisqu'il a retiré ses forces des zones ciblées par les forces armées turques. Avant le début de l'intervention militaire turque, les autorités russes avaient demandé aux YPG de remettre Afrin au régime dictatorial syrien pour empêcher une offensive turque contre la région !

Les Etats-Unis, de leur côté, ont également appelé la Turquie à faire « preuve de retenue » et à faire en sorte que ses opérations militaires restent limitées dans leur portée et leur durée, tout en disant comprendre les inquiétudes sécuritaires d'Ankara et en promettant l'arrêt de l'en-

naces sont restées lettre morte : la collaboration de fait de la Russie avec l'offensive turque et la faiblesse militaire de Damas ne lui permettent pas de faire plus. En même temps, le régime syrien voit certainement avec intérêt l'affaiblissement des forces des YPG, en espérant sans doute récupérer ces territoires dans le cadre d'un futur règlement sous l'égide de la Russie.

Pour certains, l'appel du PYD au régime d'Assad montrerait qu'une alliance existe entre ces deux acteurs. C'est loin d'être le cas, même si l'un et l'autre ont eu à des moments donnés des intérêts communs ou des collaborations – par exemple, lors de la prise de territoires avec l'aide de la Russie en février 2016, dans le nord de la province d'Alep. Le PYD agit avant tout pour lui-même, pour étendre son pouvoir et son influence, ce qui dans le passé a souvent bénéficié également au régime d'Assad. Il y a eu entre le PYD et le régime un accord pragmatique de non-agression, comportant des moments de conflit, mais une telle situation ne pouvait durer indéfiniment.



Idlib dévastée par les bombes du régime d'Assad. Ici, ce qu'il reste de l'hôpital parrainé par Médecins sans frontières. DR.

kurdes des YPG. Le président turc Erdogan l'a dénoncé comme une provocation intolérable et une menace contre l'intégrité de la Turquie. Il a déclaré que l'opération contre Afrin serait suivie d'une autre contre la ville de Manbij, elle aussi contrôlée par les PYD, et qu'il « nettoierait toute présence terroriste à sa frontière ». A l'exception du HDP (Parti démocratique des peuples), dont les dirigeants et nombre de membres ont été emprisonnés, les autres grands partis en Turquie – le mouvement fascisant du Parti de l'action nationaliste (MHP) et le Parti républicain du peuple (CHP), kémaliste – soutiennent l'intervention militaire.

La « Coalition nationale syrienne des forces de la révolution et de l'opposition syriennes » (Etilaf), basée à Istanbul et composée principalement de personnalités et groupes libéraux et conserva-

voi d'armes aux FDS. Le 31 janvier, la Turquie a cependant élevé le ton contre les Etats-Unis en les exhortant à cesser leur soutien aux combattants kurdes, au risque d'affronter les forces turques sur le terrain en Syrie. Les Etats-Unis ont répondu qu'ils exerçaient un suivi attentif des armes fournies aux YPG et poursuivraient les discussions avec la Turquie, tout en répétant que l'opération contre Afrin n'était pas utile et détournait de la lutte contre l'EI.

Face à cette situation, le gouvernement autonome d'Afrin, dominé par le PYD, a appelé le régime de Damas à exercer son devoir souverain envers Afrin et à protéger ses frontières avec la Turquie. Le régime d'Assad a dès le début dénoncé l'intervention turque et même menacé d'abattre les avions turcs qui agiraient dans son espace aérien. Mais ces me-

ASSAD/RUSSIE VERSUS FDS/ETATS-UNIS

Damas a ainsi refusé d'accepter qu'un rival s'installe dans les territoires repris à l'EI au nord du pays, ce qui a conduit depuis plusieurs mois à une multiplication des affrontements avec les FDS (et donc le PYD). Mi-septembre 2017, malgré le déni officiel de Moscou, les forces aériennes russes ont ciblé les FDS à deux reprises au nord-est du pays, près de Deir ez-Zor. Le régime d'Assad considère d'ailleurs Raqqa comme étant toujours une ville occupée et a promis de restaurer son autorité sur l'ensemble du territoire national. Les régions contrôlées par les FDS sont, de plus, riches en ressources naturelles, pétrole et agriculture.

Un nouvel accrochage d'envergure a eu lieu dans la nuit du 7 au 8 février entre les forces étatsuniennes et leurs alliés des FDS, d'un côté, et les forces pro-régime, de l'autre, dans la province de Deir ez-Zor, où une frappe US a causé entre 45 et 100 morts dans les rangs des troupes pro-régime. Damas a qualifié cet acte d'« agression » et de « massacre ». A la suite de quoi un porte-parole du



Pentagone a benoîtement affirmé que Washington « ne cherche pas un conflit avec le régime »... Les hostilités ont débuté lorsque des combattants affiliés au régime Assad ont franchi l'Euphrate, en violation de l'accord russo-américain qui fait du fleuve une ligne de démarcation : à l'ouest les pro-régime soutenus par Moscou, à l'est les FDS appuyés par Washington.

Assad a déclaré de façon répétée qu'il refusait toute forme d'autonomie des Kurdes de Syrie. Pour son régime, les FDS sont des « traîtres », des « terroristes », une « force étrangère illégitime » soutenue par les Etats-Unis et qu'il faut expulser.

L'actuelle opération militaire turque contre Afrin et l'échec du référendum au Kurdistan irakien, en octobre 2017, montrent à nouveau que les puissances internationales et régionales ne sont pas disposées à voir se réaliser des aspirations nationales ou autonomistes kurdes. Il est évident que le soutien de Moscou et de Washington aux YPG à différentes périodes, comme le soutien des YPG à la campagne aérienne et militaire russe aux côtés du régime d'Assad lancée fin septembre 2015, n'ont pas empêché l'agression militaire d'Ankara contre Afrin.

Le soutien au droit à l'autodétermination des peuples kurdes dans les différents pays de la région, un droit dont la réalisation peut d'ailleurs prendre des formes diverses (telles que l'indépendance, le fédéralisme ou la reconnaissance du peuple kurde comme entité disposant de droits égaux au sein d'un Etat), est une nécessité. Bien sûr, cela ne veut pas dire que nous sommes acritiques vis-à-vis des forces qui mènent cette lutte. Plus largement, pour la Syrie, la situation actuelle à Afrin reflète la faiblesse de l'ensemble des acteurs démocratiques face au regain de puissance du régime de Bachar Al-Assad soutenu par ses alliés, et à la volonté des puissances régionales et internationales de mettre fin complètement au soulèvement populaire débuté en mars 2011.

LA QUESTION DE LA RECONSTRUCTION

C'est dans ce contexte que se pose désormais, depuis plusieurs mois déjà, la question de la reconstruction, qui im-

plique des acteurs aux agendas politiques et économiques très divers voire contradictoires. Les coûts de la reconstruction de la Syrie sont actuellement estimés à environ 350 milliards de dollars. Pour Assad, ses proches et les hommes d'affaires liés à son régime, la reconstruction est vue comme un moyen de consolider les pouvoirs déjà acquis et d'asseoir de nouveau leur domination politique et économique. Pour ce faire, ils espèrent disposer largement de nouveaux capitaux, ce qui les aiderait aussi à éliminer les dernières poches de dissidence. Ce processus renforcerait en outre les politiques néolibérales d'un régime qui, fortement endetté, n'a pas la capacité de financer par lui-même la reconstruction.

En même temps, les Etats alliés du régime syrien, en particulier la Russie et l'Iran, mais aussi la Chine, se placent en première ligne pour profiter économiquement de la reconstruction. Les autorités syriennes ont déclaré que les entreprises européennes et américaines devraient, avant de prétendre à une place sur ce marché, demander à leurs gouvernements de s'excuser d'avoir soutenu l'opposition. Une position similaire a été adoptée vis-à-vis de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie.

A l'inverse, lors d'une réunion tenue à New York en septembre 2017 sous l'égide de l'ONU, ces pays ont déclaré que leur soutien à la reconstruction de la Syrie dépendrait d'un processus politique crédible menant à une véritable transition politique – nécessitant le départ d'Assad – et qui puisse être soutenu par une majorité du peuple syrien. En décembre, la commission des affaires étrangères du Congrès étatsunien a dévoilé un projet de loi qui empêcherait l'administration Trump d'utiliser des fonds d'aide non humanitaires pour la reconstruction de la Syrie dans les zones tenues par le régime Assad.

Malgré les appels du pied d'Assad, la perspective d'une reconstruction par les capitaux étrangers reste en réalité fragile. La Russie et l'Iran manquent de moyens pour aider dans l'immédiat, tandis que la Chine hésite à s'impliquer massivement dans un pays aussi instable. Pour Pékin, les investissements dans des pays émergents sont souvent, comme en Afrique, conditionnés à un accès privilégié aux ressources naturelles. Or, la Syrie est assez limitée en matières premières, et celles-ci sont ré-

servées en priorité à Moscou et Téhéran. De plus, le régime Assad fait face à d'autres défis internes pour stabiliser le pays.

QUELS ESPOIRS DANS CE TABLEAU SI SOMBRE ?

La résilience du régime dans sa guerre contre toute forme de dissidence a coûté très cher, surtout en termes de vies humaines et de destruction, mais aussi pour lui politiquement. Outre sa dépendance croissante à l'égard d'Etats et acteurs étrangers, certaines caractéristiques du régime « patrimonial » de la dictature ont été renforcées, tandis que son autorité a diminué. Les hommes d'affaires et les milices ont considérablement accru leur pouvoir, tandis que les caractéristiques clientélistes, confessionnelles et tribales du régime ont été renforcées.

Pour autant, la poursuite de la guerre est la pire solution possible et ne profitera qu'aux forces – de Damas comme des mouvements fondamentalistes islamiques – opposées à un projet de société démocratique, socialement juste et inclusif. Du point de vue tant politique qu'humanitaire, la fin de la guerre en Syrie est une priorité absolue. Cela ne signifie pas pour autant accepter la continuation du régime Assad et sa relégitimation au niveau international, ni oublier les crimes de guerre, les dizaines de milliers de prisonniers politiques toujours dans les geôles du régime, etc. Il nous faut rappeler les objectifs originels du soulèvement populaire syrien pour la démocratie, la justice sociale et l'égalité, contre toutes les formes de racisme et de confessionnalisme religieux.

C'est pourquoi on ne doit pas oublier les origines du processus révolutionnaire syrien, mais sans l'idéaliser et en apprenant des échecs. Cette mémoire, ces expériences politiques doivent désormais être utilisées pour (re)construire les résistances, même s'il faudra les organiser encore une fois dans un environnement autoritaire, en attendant de voir émerger un futur mouvement démocratique, social et inclusif, dans lequel les nombreux activistes en exil auront également un rôle à jouer. Mais il faudra de la patience.

La question syrienne est donc loin d'être close, et la nécessité d'une solidarité internationaliste est toujours plus que nécessaire. □

L'invasion turque du Rojava : encore plus de souffrance et de mort

PAR EMMA WILDE BOTTA

Le 20 janvier 2018, la Turquie a lancé son assaut contre Afrin, un des trois cantons à majorité kurde du nord-ouest de la Syrie, qui forment une région semi-autonome où les Kurdes prédominent et est connue sous le nom de Rojava. Le Parti de l'union démocratique, une organisation liée au PKK (Parti des travailleurs de Kurdistan) de Turquie, contrôle le Rojava qui est défendu par son aile militaire, les YPG, Unités de protection du peuple (traduction, Jean-Philippe Divès).¹

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a justifié l'invasion en affirmant que le PYD et les YPG représentent pour son pays une menace terroriste. Les Kurdes sont une nationalité opprimée en Turquie comme en Syrie, en Iraq et en Iran. Depuis des décennies, ils ont été victimes de violence et répression dans tous ces pays, mais particulièrement en Turquie. Dans leur guerre contre l'Etat islamique (EI), les Etats-Unis en sont cependant venus à s'appuyer sur les combattants kurdes de Syrie, comme principale force capable d'attaquer au sol les bastions de Daesh. Lorsque la capitale de l'EI en Syrie, Raqqa, est tombée à l'automne dernier, c'est le drapeau kurde des YPG qui a flotté sur la ville. Le mois dernier, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils travaillaient à transformer les Forces démocratiques syriennes (FDS) – l'alliance militaire dirigée par les YPG, qui mène les opérations au sol en coordination avec l'armée de l'air US – en une « force frontalière » de 30 000 combattants.

La Turquie, bien qu'alliée de longue date de Washington, a lancé un avertissement aux Etats-Unis à propos de leur soutien aux YPG. Erdogan a utilisé l'annonce de la « force frontalière » comme prétexte pour son attaque. Il semblerait que le gouvernement turc soit en train d'obtenir ce qu'il veut. Fin janvier, un porte-parole d'Erdogan a annoncé que le Conseiller à la sécurité nationale de Trump, H.R. McMaster, lui avait confirmé au téléphone que les Etats-Unis ne livreraient plus d'armes aux YPG.

La Russie, premier soutien international du dictateur syrien Bachar al-Assad, rival historique de la Turquie, a néanmoins donné son feu vert à l'invasion turque. Elle

s'était rapprochée du gouvernement Erdogan en jouant sur son mécontentement face à la relation entre les Etats-Unis et les Kurdes de Syrie.

Pendant ce temps, dans d'autres zones du pays, la dictature d'Assad poursuit ses attaques meurtrières contre le peuple syrien. Mais simultanément, certains unités de l'Armée syrienne libre (ASL) – le regroupement large d'opposants armés au régime d'Assad, qui combat dans la guerre civile depuis le soulèvement pro-démocratie de 2011 – participent à l'attaque contre les Kurdes, même s'il est évident que leurs ennemis à Damas et à Moscou collaborent avec la Turquie.

L'invasion turque ouvre un nouveau front dans la guerre civile qui ravage la Syrie depuis sept ans, en rendant encore plus inextricable une situation déjà extrêmement compliquée, qui voit différentes forces contre-révolutionnaires à la fois collaborer et s'affronter, chacune pour ses propres intérêts, tandis que les gens ordinaires en paient un prix mortel de tous les côtés.

La réponse le week-end dernier de la population d'Afrin – une grande manifestation contre l'invasion – représente un signe d'espoir au milieu de toute cette horreur. « Les manifestants se sont rassemblés sur les places de la ville avec des instruments de musique, en dansant et chantant pour dénoncer l'intervention militaire contre la province », rapporte Joseph Daher sur son blog Syria Freedom Forever.²

LE SOULÈVEMENT ET LES KURDES

Afrin est l'une des premières villes majoritairement kurdes à avoir soutenu le soulèvement contre la dictature d'Assad. Peu

après les premières manifestations de mars 2011, plus de 10 000 personnes avaient manifesté à Afrin pour la chute du régime, l'unité du peuple syrien et les droits nationaux des Kurdes.

Bachar et avant lui son père, Hafez al-Assad, ont de longue date opprimé les Kurdes de Syrie – entre autres méfaits, ils ont dépouillé 120 000 Kurdes de leur citoyenneté, dénié à beaucoup le droit d'acquérir une propriété et interdit l'utilisation de la langue kurde dans les écoles. Ces mesures et d'autres ont également été infligées aux Kurdes de Turquie.

Le régime syrien est passé maître dans l'art de dresser des populations, y compris les Kurdes, les unes contre les autres. Mais lors de beaucoup des premières manifestations, le drapeau kurde flottait au côté de celui de la révolution syrienne. Des militants kurdes aussi bien qu'arabes ont été arrêtés, torturés et tués par la dictature militaire et ses forces de sécurité.

En 2012, ayant perdu le contrôle de larges portions du pays, le gouvernement Assad a abandonné les zones à majorité kurde situées dans le nord pour se consacrer à l'écrasement des soulèvements ailleurs dans le pays. Le PYD et les YPG en ont alors assumé le contrôle, avant d'y déclarer deux ans plus tard une région fédérale de la Syrie du Nord, également connue sous le nom de Rojava. Ces événements ont coïncidé avec une accentuation des divisions entre les forces kurdes et les forces rebelles combattant le régime syrien.

D'un côté, le gouvernement turc a offert





son soutien aux rebelles de l'ASL, à la condition que ceux-ci s'opposent à l'instauration d'un Etat kurde au Rojava. De l'autre côté, et bien que certaines brigades kurdes continuaient à combattre dans le cadre de l'ASL, le PYD a refusé de s'unir à d'autres secteurs de la rébellion. En tant que force politique dominante parmi les Kurdes, il a cherché à exploiter le cessez-le-feu de facto du régime d'Assad par rapport au Rojava afin d'affirmer son contrôle sur ce qu'il espérait voir devenir une région fédérale auto-gouvernée au sein de la Syrie.

LA POLITIQUE DU PYD ET DU PKK

Ce choix est conforme à la politique du PYD et à celle du PKK, son organisation-sœur qui existe depuis bien plus longtemps en Turquie. Dès les années ayant suivi sa constitution, en 1978, le PKK a résisté à la répression des Kurdes par l'Etat turc, en lançant une guerre de guérilla séparatiste que le régime turc a réprimée avec la plus grande brutalité, bien avant qu'Erdogan n'arrive au pouvoir.

Confronté à une impasse militaire, le PKK s'est tourné vers un nouveau projet que son leader Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, a décrit comme «confédéraliste démocratique» en référence aux écrits du théoricien libertaire Murray Bookchin. Au lieu d'un Kurdistan indépendant, l'objectif devenait la construction de sociétés alternatives dans le cadre des Etats existants, basées sur une démocratie participative et une autonomie locale.

C'est à cette stratégie que le PYD s'est référé pour le Rojava. Bien qu'un système de conseils gouverne la région avec un quota impressionnant de 40% des sièges occupés par des femmes, ce ne serait pas un modèle de démocratie par en-bas selon le militant socialiste Alex de Jong : «*les conseils au Rojava sont cependant la création d'une force politique, non d'initiatives autonomes par en-bas. Le PYD est la force dominante dans le Tev-Dem [Mouvement pour une société démocratique, la structure de gouvernement du Rojava]. Les forces armées du Rojava (YPG, YPJ et les forces de sécurité, les Asayis) sont entraînées dans l'idéologie du PYD et prêtent serment à Öcalan.*»³

La réalité est que le PYD a un lourd passé de répression contre des partis politiques rivaux et des militants kurdes dissidents. Dans le même temps, les réticences du PYD à se solidariser avec les objectifs de la révolution syrienne l'ont éloigné des forces opposées à Assad. Plutôt que de reconnaître le

destin commun des Syriens en lutte pour la démocratie et du combat des Kurdes pour l'autonomie, le PYD s'est positionné de plus en plus ouvertement du côté d'Assad. Le refus de ce dernier de reconnaître le Rojava paraît toutefois indiquer que lui et ses soutiens impérialistes de Moscou projettent de reprendre tôt ou tard le contrôle de la région – ce qui rend l'invasion turque encore plus inquiétante.

DIVISION ET COMBATS ASL-YPG

De l'autre côté de ce conflit, un secteur de l'ASL soutient l'invasion turque, ce qui réduit d'autant les possibilités d'une solidarité entre Arabes et Kurdes. Des secteurs de l'opposition syrienne se sont trouvés piégés par les mêmes tactiques de «diviser pour régner» qui ont conduit le PYD à une alliance de facto avec le régime. Le Conseil national syrien, formé dans l'exil alors que la guerre civile commençait et critiqué par la gauche, en Syrie et ailleurs, pour ses liens avec l'impérialisme US, a ainsi refusé de défendre le droit des Kurdes à l'autodétermination.

Dans le même temps, les YPG sont engagées depuis deux ans dans des opérations militaires dirigées non seulement contre Daesh mais aussi contre des forces rebelles, comme dans la région de Tal Rifaat-Menagh, dans le but de relier les trois cantons qui forment le Rojava et n'ont pas entre eux de continuité géographique.

En juillet 2016, les YPG ont aidé le régime d'Assad dans son siège barbare d'Alep, en s'emparant d'une route clé d'accès à la ville. Le mois dernier, elles ont bombardé un hôpital psychiatrique dans la ville d'Azaz contrôlée par les rebelles. Depuis la libération de Raqqa par des forces dominées par les YPG, de nombreux résidents de la ville célèbrent l'expulsion de Daesh mais décrivent la domination du PYD comme une nouvelle occupation. Comme le signale l'analyste de gauche Michael Karadjis⁴, le soutien de l'ASL à l'offensive contre Afrin découle ainsi d'un ensemble de facteurs entremêlés, parmi lesquels un désir de vengeance, des dettes envers la Turquie qui finance des secteurs de l'ASL, de vieux sentiments sectaires envers les Kurdes. Quelles qu'en soient les raisons, le soutien de l'ASL à l'invasion turque doit être condamné. La Turquie tente d'écraser les aspirations nationales et démocratiques des Kurdes, en Syrie comme à l'intérieur de ses propres frontières.

Toutes les brigades de l'ASL n'ont cependant pas soutenu l'invasion. En août dernier, un commandant kurde du plus important courant kurde de l'ASL, Liwa Ahfad

Salaheddin, a publiquement refusé de soutenir une attaque turque contre Afrin, en déclarant : «*les gens d'Afrin sont mon peuple. Ils sont près de mon cœur. C'est au PYD que je suis absolument opposé.*» Il a été séquestré et torturé par une fraction de l'ASL soutenue par la Turquie.

Les motivations de la Turquie sont transparentes. Qu'il soit entre les mains de militaires, d'un parti de centre-gauche aligné sur les militaires ou du Parti islamique de la justice et du développement d'Erdogan, le gouvernement turc a systématiquement combattu toutes les revendications kurdes d'autodétermination. Actuellement, il utilise l'opposition interne à l'invasion de la Syrie comme un prétexte supplémentaire à sa répression brutale de la dissidence. Selon Reuters, près de 600 personnes ont été détenues en Turquie à la suite de protestations ou de messages sur les réseaux sociaux condamnant l'invasion.

Le régime turc a toujours été profondément hostile à l'affirmation d'une autonomie ou d'une force militaire kurdes. Lorsque Daesh, encore au faite de sa puissance, assiégeait en 2014 la ville de Kobané, située juste à la frontière syro-turque, l'armée turque – en principe alliée aux Etats-Unis contre Daesh – n'a non seulement rien fait pour aider les combattants kurdes mais s'est retournée contre ceux qui tentaient de rejoindre Kobané pour aider à sa défense. Kobané a survécu et les YPG sont devenues la principale force au sol dans le nord de la Syrie, collaborant avec les Etats-Unis dans leur guerre contre Daesh.



Manifestation à Afrin contre l'invasion turque. DR.

LE JEU DES ETATS-UNIS ET DE LA RUSSIE

Les Etats-Unis entendaient parrainer des forces au sol qui s'engageraient explicitement à ne pas combattre le régime d'Assad. Les combattants des YPG sont alors devenus majoritaires au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance militaire «parapluie» qui représentait la tentative de Washington d'apaiser l'indignation turque face au fait que les Etats-Unis armaient une organisation étroitement liée au PKK.

Avec le soutien aérien des Etats-Unis et d'autres puissances, les FDS ont réussi à chasser Daesh du nord de la Syrie. Mais la Turquie a alors lancé son attaque contre les Kurdes d'Afrin, et les Etats-Unis ont évité de condamner les envahisseurs. A nouveau, il apparaît que les Etats-Unis trahissent les Kurdes – dont le partenariat offre bien moins sur le long terme que le soutien de la Turquie en tant que puissance régionale alliée au sein de l'OTAN.

L'autre pouvoir impérialiste de premier plan qui intervient en Syrie est la Russie, principal soutien international du régime d'Assad. Contrôlant l'espace aérien d'Afrin, la Russie devait donner son feu vert à l'attaque de la Turquie. Avant l'offensive contre Afrin, des responsables russes avaient rencontré des représentants kurdes pour leur proposer un accord au nom du régime d'Assad, qui aurait été prêt à protéger Afrin si le PYD renonçait à son contrôle de la frontière.

Le PYD a d'abord refusé, mais cinq jours

après le début de l'attaque turque des dirigeants de ce parti ont appelé le régime syrien à défendre la frontière, en déclarant que «*la région d'Afrin fait partie intégrante de la Syrie*». Le consensus international croissant en faveur du maintien en place d'Assad, s'ajoutant à la dernière agression de la Turquie, exerce ainsi une pression sur le PYD pour qu'il renforce ses relations avec le régime d'Assad. A défaut d'autres alternatives, le PYD pourrait rechercher des accommodements dans le cadre d'une Syrie dirigée par Assad.

ERDOGAN ET ASSAD FRAPPENT DE CONCERT

Pendant que la Turquie envahit Afrin par le nord, la dictature d'Assad poursuit son siège brutal, engagé il y a quatre ans, de la Ghouta orientale, une enclave rebelle située à l'est de Damas. Depuis la mi-novembre 2017, ses 400 000 habitants subissent des bombardements quotidiens. Selon la Défense civile locale, le régime a utilisé le 20 janvier du gaz au chlore contre la ville de Douma. Une offensive du régime pour reprendre Idlib continue de tuer quotidiennement des dizaines de civils et d'en forcer des centaines au départ. Depuis le début de l'offensive sur Afrin, plus de 100 civils de la région d'Idlib ont été tués par des frappes aériennes du régime. Début février, une attaque au chlore a été dénoncée dans la ville de Saraqeb.

La guerre menée par le régime Assad contre le peuple syrien – avec le soutien de l'aviation russe et des milices sectaires soutenues par l'Iran – aggrave chaque jour le terrible bilan des victimes. En mars 2017, l'Observatoire syrien des droits de l'homme basé à Londres comptabilisait déjà 321 000 morts et plus de 145 000 disparus.

Quant aux forces turques d'invasion, elles ne sont pas parvenues à progresser significativement vers Afrin, en partie à cause du mauvais temps et d'un terrain qui leur est peu familier, selon des rapports de presse. Mais Erdogan a laissé entendre qu'il envisageait un nettoyage ethnique, en affirmant que «*le but est de rendre Afrin à ses véritables propriétaires*». Une vidéo a circulé, montrant l'horrible capture et mutilation d'une combattante kurde par des forces de l'opposition syrienne travaillant avec la Turquie.

Erdogan a déclaré que son gouvernement entendait chasser les forces kurdes de tout le nord de la Syrie, et il a appelé les

Etats-Unis à retirer ses troupes de Manjib, une ville à majorité arabe située à une centaine de kilomètres à l'est d'Afrin. Fin janvier, le général Joseph Votel, chef du commandement central des Etats-Unis, a cependant déclaré à CNN que les troupes US ne quitteraient pas Manjib.

L'INDISPENSABLE SOLIDARITÉ FACE AU CONSENSUS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

L'éventualité d'une confrontation militaire entre ces deux alliés de l'OTAN menace ainsi de déchaîner encore plus de violence, en infligeant aux gens ordinaires de tous les côtés du conflit un plus lourd tribut de misère et de mort. Une déclaration récente de l'Alliance des socialistes du Moyen-Orient réitère l'importance pour les forces de gauche de s'opposer à toutes les interventions impérialistes et de puissances régionales en Syrie, ainsi que la nécessité de la solidarité avec les luttes pour la démocratie et la liberté :

«*Un consensus s'est formé entre toutes les puissances internationales et régionales quant à la nécessité de liquider les mouvements populaires révolutionnaires apparus en Syrie en mars 2011, ainsi que de stabiliser le régime autoritaire et meurtrier de Damas, avec Bachar al-Assad à sa tête, au nom de la "guerre contre le terrorisme". C'est ce consensus qui a donné la dernière "carte blanche" pour la perpétration de ces crimes. Face à ce consensus contre-révolutionnaire, ce qui est absolument nécessaire est la solidarité de tous (Arabes, Kurdes et autres minorités ethniques) les révolutionnaires qui s'opposent au régime d'Assad et aux puissances impérialistes et régionales, et qui soutiennent les luttes pour la justice sociale, les droits des femmes et ceux des minorités opprimées.*»⁵ □

1 Cet article est paru le 6 février 2018 sur le site de l'International Socialist Organization (Etats-Unis) : <https://socialistworker.org/2018/02/06/turkeys-invasion-will-make-the-suffering-worse>. Une note de fin de texte indique que «*Alan Maas a contribué à cet article*». A quelques exceptions près, figurant ci-dessous, nous n'avons pas repris les liens hypertexte qui y figurent – et qui renvoient à différentes sources en anglais ou en arabe. Les intertitres sont de notre rédaction.

2 <https://syriafreedomforever.wordpress.com/2018/02/04/massive-demonstration-in-afrin-against-the-turkish-military-intervention/>

3 Ce texte, publié initialement dans la revue étatsunienne *New Politics*, a été traduit en français dans notre numéro 74 de mars 2016 : <https://npa2009.org/idees/international/une-commune-au-rojava>.

4 <https://mkaradjis.wordpress.com/2018/01/22/northern-syria-massive-ethnic-cleansing-humanitarian-catastrophe-foreign-intervention-and-betrayal/>

5 «*Solidarité avec Afrine, al-Ghouta, Idlib contre toutes les attaques militaires*», <https://www.allianceofmesocialists.org/solidarity-afrin-al-ghouta-idlib-military-attacks/>



Palestine: un « processus de paix » qui n'en finit pas de mourir

PAR JULIEN SALINGUE

2017 a été une année noire pour les Palestiniens qui, malheureusement en phase avec les évolutions politiques régionales, ont vu s'éloigner encore un peu plus les perspectives d'émancipation. La reconnaissance, par Donald Trump, de Jérusalem comme capitale d'Israël s'inscrit dans cette dynamique, qui contribue paradoxalement à enterrer un « processus de paix » pourtant conçu comme un moyen de neutraliser durablement le nationalisme palestinien.

L'année 2017 a été celle du centenaire de la « déclaration Balfour », nom sous lequel est connue la lettre envoyée le 2 novembre 1917 par le ministre britannique des Affaires étrangères à Lionel Walter Rothschild, membre éminent de la communauté juive en Grande-Bretagne et grand argentier du mouvement sioniste. Par cette lettre, Arthur Balfour apportait le soutien officiel du gouvernement au projet d'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine, alors sous administration ottomane : « le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays. Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. »

Ces quelques lignes ont largement contribué à sceller le sort des Palestiniens, ainsi dépossédés de leur propre terre par la volonté d'une puissance étrangère au profit d'un mouvement national-colonial : le sionisme. Une dépossession symbolique qui a ouvert la voie à une dépossession physique : nombre de dirigeants du mouvement sioniste n'avaient en effet jamais ca-

ché leur intention de conquérir, y compris militairement, la Palestine qu'ils qualifiaient frauduleusement de « terre sans peuple ».

Le 2 novembre 2017, lors d'une intervention consacrée au centenaire de la déclaration Balfour, l'historien étatsunien d'origine palestinienne Rashid Khalidi expliquait ainsi : « pour les Palestiniens, cette déclaration fut un pistolet directement pointé sur leurs têtes, a fortiori en raison de l'atmosphère colonialiste du début du 20^e siècle (...) La déclaration Balfour a, dans les faits, constitué une déclaration de guerre, de la part de l'Empire britannique, contre la population indigène du territoire qu'il promettait au peuple juif. Cela a déclenché ce qui allait devenir un assaut d'un siècle contre le peuple palestinien. »¹

TRUMP SUR LES TRACES DE BALFOUR ?

100 ans après Arthur Balfour, c'est un certain Donald Trump qui, le 6 décembre 2017, a repris à son compte la posture du dirigeant impérialiste « offrant » au mouvement sioniste un territoire palestinien. À propos de la déclaration Balfour, l'écrivain Arthur Koestler affirmait qu'« une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième ». Avec la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, Trump a repris ce flambeau en donnant sa bénédiction solennelle à la revendication israélienne de souveraineté sur un territoire acquis par la force et au mépris

du droit international, y compris de la résolution de l'ONU (181) préconisant le partage de la Palestine et légitimant la création d'un Etat juif.

Malgré des différences notables entre les époques et les acteurs, le parallèle entre la déclaration de Trump et celle de Balfour peut être dressé au-delà de la seule posture impériale : dans un cas comme dans l'autre, il s'agit en effet moins d'un bouleversement de la situation « sur le terrain » que d'un formidable encouragement, par sa légitimation, à l'entreprise coloniale. Les colons israéliens, comme le mouvement sioniste un siècle plus tôt, ne s'y sont d'ailleurs pas trompés.

A peine plus de trois semaines après la décision de Trump, le comité central du Likoud – parti du Premier ministre Netanyahu – adoptait une résolution encourageant « les parlementaires du Likoud à promouvoir la souveraineté israélienne sur la Judée-Samarie ». En d'autres termes, une annexion de la Cisjordanie par Israël. Même si cette résolution est non-contraignante et que Netanyahu s'y est formellement opposé, pour des raisons diplomatiques et de politique intérieure et évidemment pas par un quelconque attachement aux droits des Palestiniens, un tel vote en dit long sur l'état d'esprit qui règne en Israël : la politique du fait (colonial) accompli n'étant pas seulement accompagnée mais légitimée par le président de la première puissance mondiale, il n'y a aucune raison de se priver de la

poursuivre, et même de l'accélérer. Sans endosser la revendication de l'annexion, Netanyahu s'est lui aussi saisi de l'opportunité offerte par Trump, en donnant son feu vert, au début du mois de janvier, à la

interprétations sont revenues chez les analystes et commentateurs : rupture symbolique avec ses prédécesseurs Clinton et Obama, volonté de satisfaire la très sioniste droite chrétienne évangélique, proximité personnelle



Trump et Netanyahu, une alliance de cœur... DR.

construction de plus de 1100 nouveaux logements dans les colonies de Cisjordanie, et en légalisant, un mois plus tard, l'« avant-poste » de Havat Gilad, colonie jusqu'alors non reconnue par les autorités israéliennes.

UNE RATIONALITÉ POLITIQUE IRRATIONNELLE

La haute portée symbolique de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël a en réalité été sous-estimée par la plupart des observateurs et commentateurs, qui se sont davantage interrogés sur les motivations de Trump que sur la nature même du processus auquel le président des Etats-Unis venait d'apporter sa caution. Un biais classique dans les discours sur le conflit opposant Israël aux Palestiniens, qui consiste à accorder davantage d'importance aux intentions réelles ou supposées des puissants qu'aux réalités concrètes et aux dynamiques sociales et politiques sur le terrain. Biais qui offre la part belle aux « experts » en tout genre, et notamment en « géopolitique », qui n'est souvent rien d'autre que le nom savant donné à des « analyses » confuses et changeantes reposant essentiellement sur des bruits de couloirs diplomatiques. Comment comprendre le choix du président des Etats-Unis ?² Plusieurs

avec Netanyahu, contre-feu allumé à la suite de l'inculpation de Michael Flynn, son ancien conseiller à la sécurité nationale, dans « l'affaire russe »... Il y a du vrai dans chacune de ces explications, mais elles passent en partie à côté de l'essentiel.

Pour le dire de façon triviale (mais le moins que l'on puisse dire est que la trivialité n'est pas incompatible, loin de là, avec les faits et gestes de l'actuel président des Etats-Unis), Donald Trump a tout simplement fait du Donald Trump. Le droit international, les opinions des autres Etats – y compris les alliés arabes – et les avis de son entourage (son secrétaire d'Etat et son ministre de la Défense étaient opposés à cet arbitrage) n'ont pas pesé lourd dans la balance face à l'intime conviction de Trump que cette décision était, selon ses propres termes, « la bonne chose à faire ».

Ainsi va le monde selon Trump : indépendamment des conséquences qu'elles peuvent avoir, il y a des décisions qui sont intrinsèquement « bonnes », tandis que d'autres sont « mauvaises », et les « hommes courageux » doivent prendre les « bonnes » décisions. Une vision mystique de la politique qui fait écho à celle de George W. Bush, mais qui se double chez Trump – du fait de son habitus de golden boy et de sa posture anti-esta-

blishment – d'un mépris pour le réalisme qui prédominait dans la diplomatie US, qu'il assimile à de l'indécision et donc à de la lâcheté. Adeptes du coup d'éclat, du coup de bluff et du coup de poing sur la table, Trump est en grande partie imprévisible, tant sa rationalité politique est fondamentalement irrationnelle. Dans le cas de Jérusalem comme dans bien d'autres, il n'y a pas de calcul à moyen ou long terme de sa part, aucune vision d'ensemble de la situation au Moyen-Orient, ni d'un hypothétique « règlement » de la question palestinienne. Le même Donald Trump a ainsi pu déclarer, moins de deux mois plus tard, dans un entretien au quotidien *Israel Hayom* au début du mois de février : « À l'heure qu'il est, je dirais que les Palestiniens ne cherchent pas à faire la paix. Et je ne suis pas nécessairement sûr non plus qu'Israël cherche à faire la paix. Donc nous allons voir ce qui se passe » (sic).

JÉRUSALEM, LABORATOIRE DU COLONIALISME

Mais cette absence de vision n'enlève rien au fait que la décision de Trump sur Jérusalem est une validation/légitimation des pires aspects de la politique coloniale israélienne, qui conforte encore un peu plus la droite et l'extrême droite au pouvoir. La situation de la ville « trois fois sainte » est en effet exemplaire du caractère intrinsèquement violent et discriminatoire de la mise en œuvre du projet sioniste : Jérusalem est un concentré de colonialisme doublé d'apartheid. Après la conquête de la partie orientale de la ville en 1967, Israël y a en effet pratiqué une politique de judaïsation systématique, afin d'y implanter une majorité juive et de contrer toute revendication de souveraineté palestinienne. Et ce ne sont pas les résolutions de l'ONU qui y ont changé quoi que ce soit : en 1968, soit un an après la conquête, la résolution 252 exigeait d'Israël de « s'abstenir immédiatement de toutes nouvelles actions qui tendent à modifier le statut de Jérusalem » ; en 1980, après l'annexion « officielle » de Jérusalem-Est, la résolution 476 évoquait « une violation du droit international ». Des résolutions sans sanctions, et donc sans effet.



Israël a ainsi pratiqué une politique ultra-discriminatoire à l'égard des Palestiniens de Jérusalem. Les autorités israéliennes n'ont classé que 13 % de Jérusalem-Est comme « zone constructible » pour les Palestiniens, contre 35 % pour la colonisation. Les colonies se sont développées à grande vitesse (plus de 250 000 colons aujourd'hui) tandis que les Palestiniens recevaient des permis de construire au compte-gouttes. Au cours des douze dernières années, ils en ont obtenu moins de 200 par an, alors qu'ils en auraient besoin de dix fois plus pour absorber la croissance de la population. Ils construisent donc de manière « illégale » et s'exposent à des démolitions : selon les chiffres de l'ONU, plus de 1500 bâtiments ont été détruits depuis 2000, tandis que plus de 100 000 Palestiniens de Jérusalem vivent aujourd'hui dans des logements considérés comme « illégaux » par Israël et sont donc sous la menace d'un ordre de démolition.³

Cette discrimination territoriale se double d'une discrimination administrative. Les Palestiniens de Jérusalem ont en effet un statut juridique particulier : ils sont porteurs d'une « carte de résident » qui leur permet, entre autres, de voter aux élections municipales ou de travailler en Israël. Mais l'obtention, la conservation ou le renouvellement de cette carte est un véritable parcours du combattant, et nombre de Palestiniens perdent leur statut de résident chaque année : dossier incomplet (douze documents administratifs sont nécessaires dans certains cas), absence prolongée, condamnations pénales... tous les motifs sont bons pour les déchoir de leur statut de résident. Si l'on en croit les chiffres de Human Rights Watch, qui recourent ceux des ONG israéliennes et palestiniennes, ce sont plus de 15 000 Palestiniens qui ont ainsi, depuis 1967, perdu ce statut.⁴

Citoyens de troisième ou quatrième zone, les Palestiniens de Jérusalem vivent dans une situation de grande misère économique et sociale, conséquence elle aussi des politiques discriminatoires. La municipalité de Jérusalem n'investit en effet que très

peu d'argent dans les quartiers palestiniens et, alors que leurs habitants paient les mêmes impôts que les résidents israéliens, à peine 10 % du budget de la ville leur est consacré, quand les Palestiniens représentent au moins 37 % de la population⁵ : « la municipalité de Jérusalem évite délibérément d'investir dans les infrastructures et les services dans les quartiers palestiniens – y compris les routes, les trottoirs, le système de distribution d'eau et les égouts. »⁶ Les Palestiniens de Jérusalem manquent de tout, écoles, centres sociaux, centres de santé, bureaux de poste, etc., et connaissent une situation de pauvreté extrême : 76 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté, ce taux atteignant plus de 83 % chez les moins de 18 ans – contre respectivement 21,7 et 30 % dans le reste d'Israël.⁷

L'INTROUVABLE « TROISIÈME INTIFADA »

Telle est donc la réalité que Donald Trump vient de reconnaître comme légitime. Et s'il est peu probable que le président des Etats-Unis ait une quelconque idée de ces données politiques et statistiques, ce n'est pas le cas des dirigeants israéliens et de leurs soutiens inconditionnels aux USA et ailleurs. On comprend d'autant mieux pourquoi la droite et l'extrême droite israéliennes se sentent galvanisées, même s'il ne s'agit bien évidemment pas de considérer que la décision de Trump témoignerait d'un brusque changement de perspective de l'administration étatsunienne.

Avant même la reconnaissance formelle du fait accompli à Jérusalem, Israël a en effet pu agir en toute impunité et en continuant à bénéficier du soutien de la plupart des pays occidentaux, Etats-Unis en tête, jusqu'au « cadeau » d'Obama à la fin de son mandat : 38 milliards de dollars d'aide militaire sur la décennie 2019-2028, un record. Il n'en demeure pas moins que « l'effet Trump » joue à plein en Israël : symbole qui en dit long, le ministre des Transports israélien a annoncé fin décembre que la station de train dont la construction est prévue à proximité de la zone du mur des Lamentations serait baptisée... « Donald John Trump ».

L'arbitrage de Trump n'a toutefois pas déclenché la « troisième intifada » que certains « experts » pronostiquaient,

en dépit du bon sens, et surtout de toute compréhension réelle de la situation sur le terrain et de la crise du mouvement national palestinien. Des manifestations ont bien eu lieu, sévèrement réprimées, ainsi que des affrontements, notamment à Jérusalem, entre jeunes Palestiniens et forces armées israéliennes. Mais rien de comparable avec le soulèvement populaire de la fin de l'année 1987, ni même avec la « deuxième intifada » du début des années 2000, pourtant déjà beaucoup moins massive que la première. Car même si elle n'accepte pas le sort qui lui est fait, la population n'est pas prête à s'investir massivement dans la lutte, consciente de la vertigineuse dégradation du rapport de forces, *a fortiori* dans une période de crise prolongée du mouvement national, affaibli, délégitimé, divisé et miné par des rivalités de pouvoir qui n'ont rien à voir avec la satisfaction des droits nationaux des Palestiniens.

Tel est en effet l'un des paradoxes de ce « processus de paix » qui n'en finit pas de mourir. Alors que plus personne ne croit, dans les territoires palestiniens, qu'il puisse conduire à une quelconque résolution positive du conflit, l'occupation prolongée et l'absence de toute perspective de règlement ont produit des dynamiques institutionnelles conservatrices, y compris dans le mouvement de libération. On pense ici à la « dialectique des conquêtes partielles »⁸ dont parlait Ernest Mandel à propos de la bureaucratization des organisations ouvrières, pointant « [ceux qui] se comportent comme si toute nouvelle conquête du mouvement ouvrier devait être subordonnée de manière absolue et impérative à la défense de ce qui existe ».

Les principaux groupes et dirigeants palestiniens sont ainsi dans une logique de défense, voire de consolidation d'un espace, aussi restreint soit-il, au sein d'un dispositif de pouvoir régi par les accords d'Oslo, avec l'existence de « zones autonomes » dont le contrôle est devenu une fin en soi, alors qu'elles étaient à l'origine considérées comme une simple étape avant l'émergence d'un Etat. Un contrôle d'autant plus convoité qu'il permet de développer une base au sein de la population, en premier lieu chez ceux qui exercent un emploi dans l'administration, ces derniers devenant à leur tour, tout comme les nombreux

salariés des multiples ONG qui essaient dans les territoires palestiniens, tributaires du maintien de l'illusion du « processus ».

IMPASSE STRATÉGIQUE ET ISOLEMENT INTERNATIONAL

Les crises à répétition et les divisions au sein du mouvement national sont le produit de ce déplacement des enjeux, de la libération nationale vers le contrôle d'un pseudo-appareil d'Etat offrant avantages matériels (aides internationales, salaires, etc.) et symboliques (contacts internationaux, postes à « responsabilité », etc.). Ainsi, alors que le processus d'Oslo est caduc, les structures qui en sont issues continuent d'offrir des avantages aux élites politiques et administratives, les rendant rétives à tout bouleversement d'ampleur et leur permettant de coopter une part significative de la population.

Ce n'est pas la récente « réconciliation » entre Fatah et Hamas, suite à un accord signé au Caire le 12 octobre 2017, qui va changer les coordonnées de la situation. Il s'agit en effet d'un accord entre deux mouvements affaiblis et en quête de légitimité, imposé par un maréchal Sissi désireux de se poser en acteur incontournable dans la région, et dont le contenu politique est minimal : organiser le retour de l'Autorité palestinienne (AP) à Gaza et lui confier l'administration du territoire. Ce faisant, le Hamas a pu se décharger du poids de la responsabilité administrative de Gaza (et donc de la gestion des conséquences du blocus), espérant se refaire une santé en tant que force d'opposition, tandis que Mahmoud Abbas et l'AP pouvaient de nouveau se revendiquer « seul gouvernement légitime du peuple palestinien ».

Un accord « gagnant-gagnant » pour les deux factions, du moins sur le court terme, mais qui ne présage en rien d'une réconciliation « politique » au sein du mouvement national, et qui n'a produit aucun effet au niveau international : Mahmoud Abbas a été victime d'une énième humiliation avec la décision de Trump, à un point tel que, pour ne pas perdre complètement la face, il proclame aujourd'hui à qui veut l'entendre qu'« en cas de ren-contre internationale, [il demande] que les Etats-Unis ne soient pas les seuls médiateurs mais fassent seulement partie des médiateurs ». A chacun sa radicalité...

Malgré ces impasses, la résistance n'a pas disparu des territoires occupés. On pense évidemment à toute et tous ces militant-e-s victimes de la répression des forces d'occupation, de Salah Hamouri à Ahed Tamimi en passant par la députée du FPLP Khalida Jarrar, arrêtés au cours des derniers mois et toujours emprisonnés à l'heure où ces lignes sont écrites. Et l'on pense aussi aux réfugiés de Gaza et de Cisjordanie, aux villageois, aux jeunes de Jérusalem et d'ailleurs, à ces couches totalement exclues du « processus de paix », qui se confrontent régulièrement à l'armée israélienne lors de rassemblements, de manifestations, d'émeutes.

Mais si ces militant-e-s font preuve d'un courage et d'une détermination

politiques, associatifs, syndicaux, afin de rompre leur isolement, mais aussi de construire et amplifier la campagne de boycott d'Israël (BDS), qui continue de se développer et d'engranger des victoires. Il faut le répéter : seuls face à Israël et ses soutiens, les Palestiniens ne peuvent pas grand-chose. Or BDS est précisément ce qui permet de peser concrètement sur les rapports de forces en tant qu'acteurs et actrice politiques *ici*, en faisant pression sur Israël et en luttant contre les complicités de nos propres gouvernements, afin de libérer des espaces et des énergies *là-bas* et de contribuer, sans se substituer aux Palestiniens, à inverser la tendance à la déstructuration politique et sociale. □



A Jérusalem en décembre 2017. DR.

exemplaires et que l'instabilité du dispositif d'Oslo témoigne de son incapacité à neutraliser durablement la population des territoires occupés, l'isolement international des Palestiniens leur interdit de modifier substantiellement le rapport de forces. La montée en puissance, au cours des dernières années, de la contre-révolution au niveau régional, contribue à renforcer cet isolement, *a fortiori* dans la mesure où la très grande majorité des Etats autoritaires arabes, obnubilés par la guerre froide entre l'Arabie saoudite et l'Iran, privilégient un rapprochement avec Israël et les Etats-Unis.

Autant dire l'importance, pour le mouvement international de solidarité, de renforcer les liens avec les acteurs palestiniens de terrain, po-

1 Rashid Khalidi, « Balfour Declaration Must be Matched by National Home for Palestinians », 2 novembre 2017, en ligne sur <http://nena-news.it/rashid-khalidi-balfour-declaration-must-be-matched-by-national-home-for-palestinians/>

2 Les lignes qui suivent sont reprises de Julien Salingue, « Jérusalem : de quoi la décision de Donald Trump est-elle le nom ? », 7 décembre 2017, en ligne sur <http://www.regards.fr/web/article/jerusalem-de-quoi-la-decision-de-donald-trump-est-elle-le-nom>

3 OCHA, « High numbers of Demolitions: the ongoing threats of demolition for Palestinian residents of East Jerusalem », 15 janvier 2018, en ligne sur <https://www.ochaopt.org/content/high-numbers-demolitions-ongoing-threats-demolition-palestinian-residents-east-jerusalem>

4 Human Rights Watch, « Israel: Jerusalem Palestinians Stripped of Status », 8 août 2017, en ligne sur <https://www.hrw.org/news/2017/08/08/israel-jerusalem-palestinians-stripped-status>

5 Idem.

6 B'Tselem, « East Jerusalem », 11 novembre 2017, en ligne sur <https://www.btselem.org/jerusalem>

7 Association for Civil Rights in Israel (ACRI), « East Jerusalem Facts and Figures 2017 », 24 mai 2017, en ligne sur <https://www.acri.org.il/en/2017/05/24/east-jerusalem-facts-and-figures-2017/>

8 Ernest Mandel, « De la bureaucratie », éditions La Brèche, 1978.

Marx a-t-il inventé l'écosocialisme ?

PAR MICHEL HUSSON

150 ans après la parution du Capital, en quoi l'œuvre de Marx est-elle utile aujourd'hui pour la définition d'un projet écosocialiste ? On peut y trouver des intuitions fécondes mais aussi des éléments de méthode permettant de penser le post-capitalisme. Ce texte reprend, avec quelques coupures autorisées par l'auteur, une contribution au site A l'Encontre qui y a été publiée le 21 décembre 2017.

Il y a dans l'œuvre de Marx plusieurs approches que l'on peut qualifier, au risque de la simplification, de « prométhéenne », « productiviste » et « métabolique ».

La première approche est développée dans les *Manuscrits de 1844*¹. Marx y insiste sur l'idée que le communisme est « la vraie solution du conflit entre l'homme et la nature ». La société débarrassée de la propriété privée est alors « l'achèvement de l'unité de l'essence humaine avec la nature, la véritable résurrection de la nature, le naturalisme accompli de l'homme et l'humanisme accompli de la nature ». Cette symbiose n'est cependant pas dépourvue d'une volonté « prométhéenne » d'affirmer une forme de maîtrise humaine exercée sur la nature.

Ce biais potentiel devient encore plus net avec la version « productiviste » développée dans diverses ébauches du *Capital*², et notamment dans la *Contribution à la critique de l'économie politique* publiée en 1859³. Marx y introduit la fameuse opposition entre « forces productives » et « rapports de production ». Mais il ne discute pas de la nature de ces forces productives et, dans les *Grundrisse*⁴, il fait même preuve d'une forme de fascination devant la « grande action civilisatrice du capital » qui a su créer « l'appropriation universelle de la nature ».

C'est seulement avec lui que « la nature devient un pur objet pour l'homme, une pure affaire d'utilité ; qu'elle cesse d'être reconnue comme une puissance en soi ; et même la connaissance théorique de ses lois autonomes n'apparaît elle-même que comme une ruse visant à soumettre la nature aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production. »

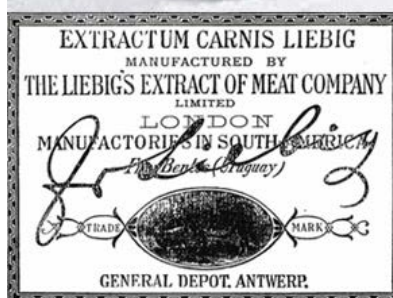
Enfin, une troisième problématique apparaît avec les travaux de Marx (et d'En-

gels) sur la rente foncière et plus généralement sur l'agriculture [voir encadré page 35]. Marx s'opposait à la conception de Ricardo selon laquelle les rendements agricoles sont décroissants parce que la mise en valeur va des terres les plus fertiles aux moins fertiles. Et il allait jusqu'à reprocher à « tous les économistes qui ont écrit sur la rente différentielle » d'avoir ignoré « les véritables causes naturelles de l'épuisement du sol (...) les connaissances en chimie agricole étant à leur époque insuffisantes » (livre III, page 709).

Pour dépasser cette ignorance, Marx s'astreint à l'étude des développements scientifiques les plus récents : « il m'a fallu bûcher à fond la nouvelle chimie agricole allemande, tout particulièrement Liebig et Schönbein qui sont plus importants pour cette question que tous les économistes réu-

nis », écrit-il dans une lettre à Engels du 13 février 1866. Dans *Le Capital*, il s'appuie notamment sur le traité de Justus von Liebig⁵ dont l'un des « immortels mérites » est pour lui d'avoir développé « le côté négatif de l'agriculture moderne » (livre I, page 566).

Dans ses *Letters on modern agriculture* [Lettres sur l'agriculture moderne]⁶, Liebig énonce en effet de manière très claire le risque d'épuisement des sols : « le pouvoir productif d'un champ auquel on soustrait en permanence quelque chose ne peut augmenter ni même se conserver. Tout système agricole fondé sur la spoliation de la terre conduit à la pauvreté ». Pour lui, « l'agriculture rationnelle repose sur le principe de la restitution ; en rendant aux champs les conditions de leur fertilité, le paysan assure leur permanence » (pages 143-144).



Justus von Liebig (1803-1873) et son legs industriel... DR.

ARMACIENS.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que Marx suit l'évolution de Liebig qui passe, entre les éditions successives de son livre, d'une apologie acritique de la chimie agricole à la remise en cause de ses dégâts. Dans *Le Capital*, Marx cite la 7^e édition, parue en 1862, où Liebig souligne les dégâts de ce que nous appellerions aujourd'hui agriculture intensive. On voit donc apparaître une thématique tout à fait différente où le capitalisme «ruine les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur».

Le métabolisme (Marx emploie le terme à plusieurs reprises) entre l'espèce humaine et la nature est donc remis en cause, et c'est pourquoi on peut parler d'une approche «métabolique». La conclusion de Marx est très claire : «la morale de l'histoire que l'on peut tirer aussi d'une étude de l'agriculture, c'est que le système capitaliste s'oppose à une agriculture rationnelle ou que l'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste (bien qu'il favorise son développement technique) et qu'elle nécessite l'intervention du petit paysan qui travaille lui-même sa terre ou le contrôle des producteurs associés» (livre III, page 129).

Sur ce point comme sur d'autres, l'œuvre de Marx n'est donc pas un bloc compact mais un travail en constante évolution qui s'inspire des travaux scientifiques de son époque et permet des interprétations différentes. Pour certains, le Marx productiviste aurait inspiré une conception du socialisme conçu comme un développement impétueux des forces productives conduisant à une société d'abondance. Il pourrait donc être tenu pour le responsable intellectuel du bilan écologique désastreux de l'Union soviétique symbolisé par l'assèchement de la mer d'Aral.

Sans aller jusque là, Marx aurait en tout cas manqué le rendez-vous avec l'écologie en refusant les suggestions de Sergueï Podolinsky. Ce socialiste ukrainien lui avait proposé de compléter sa théorie de la valeur-travail par une mesure fondée sur la dépense d'énergie. De leurs échanges, on connaît surtout les commentaires d'Engels dans une lettre à Marx où il écrit : «ce que Podolinsky a complètement oublié, c'est que l'homme, en tant que travailleur, ne fait pas que fixer la chaleur solaire présente, il gaspille en-

core plus la chaleur solaire passée. Nous réussissons à dilapider les réserves d'énergie, de charbon, de minerais, de forêts, etc., comme vous le savez mieux que moi.»⁷.

C'est donc plutôt Engels qui avait raison, et sa dernière phrase relativise la critique de Daniel Tanuro pour qui Marx et Engels n'auraient pris en considération que les flux d'énergie et négligés l'épuisement des stocks, notamment de houille.⁸

L'une des raisons des ambivalences, voire des contradictions, de la pensée de Marx est que celle-ci évoluait en fonction des avancées scientifiques de son temps. Marx assistait à de nombreuses conférences, par exemple celles données par le géophysicien John Tyndall. Ce dernier avait pour la première fois en 1861 établi un lien entre la composition de l'atmosphère (en vapeur d'eau mais aussi en CO₂) et les changements climatiques.⁹ Sans pour autant établir un lien avec l'activité industrielle, il jetait les bases d'une dimension essentielle de l'écologie.

On ne peut donc pas reprocher à Marx d'avoir ignoré les avancées scientifiques de son temps, encore moins de ne pas avoir anticipé les développements ultérieurs et, par exemple, d'avoir négligé les travaux du GIEC ! Il n'est pas non plus possible de réduire Marx au productivisme, voire à l'hyper-consommation. Il suffit peut-être de rappeler ce bel aphorisme tiré d'un pamphlet anonyme de 1821, que Marx cite élogieusement dans les *Grundrisse*¹⁰ : «une nation est véritablement riche si, au lieu de douze heures, on en travaille six.»¹¹

LES MARXISTES APRÈS MARX

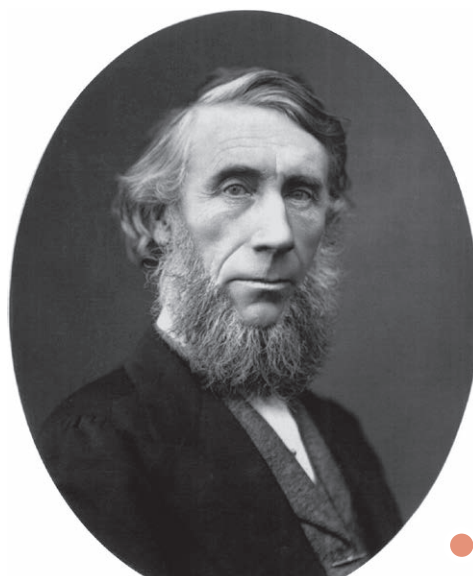
Il faut alors expliquer pourquoi la tradition marxiste et la pratique soviétique ne se sont pas pleinement emparées des intuitions «pré-écologiques» de Marx. On en trouve des prolongements par exemple chez Kautsky, le théo-

ricien de la question agraire.¹² Boukharine reprend la notion de métabolisme pour aligner quelques généralités : «il serait naïf de dire que l'homme est le roi de la nature et que tout dans la nature est fait pour satisfaire les besoins humains. (...) L'homme ne pourra jamais sortir de la nature, et même lorsqu'il la soumet, il ne fait qu'exploiter les lois de la nature pour ses fins à lui. Il est donc compréhensible que la nature doive exercer une grande influence sur tout le développement de la société humaine.»¹³

Quant à Trotsky, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il épouse une vision prométhéenne quand il écrit : «l'emplacement actuel des montagnes, des rivières, des champs et des prés, des steppes, des forêts et des côtes ne peut être considéré comme définitif. L'homme a déjà opéré certains changements non dénués d'importance sur la carte de la nature ; simples exercices d'écolier par comparaison avec ce qui viendra. La foi pouvait seulement promettre de déplacer des montagnes, la technique qui n'admet rien "par foi" les abattra et les déplacera réellement. Jusqu'à présent, elle ne l'a fait que pour des buts commerciaux ou industriels (mines et tunnels), à l'avenir elle le fera sur une échelle incomparablement plus grande, conformément à des plans productifs et artistiques étendus. L'homme dressera un nouvel inventaire des montagnes et des rivières. Il amènera sérieusement et plus d'une fois la nature. Il remodelera, éventuellement, la terre, à son goût.»

Ou, encore plus fort : «l'homme socialiste maîtrisera la nature entière, y compris ses faisans et ses esturgeons, au moyen de la machine (...) La machine ne s'opposera pas à la terre. Elle est un instrument de l'homme moderne dans tous les domaines de la vie.»¹⁴

Malgré ces prises de conscience pour le moins inégales, il faut

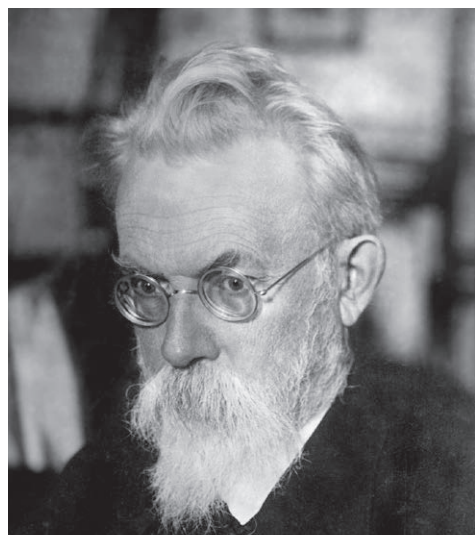


John Tyndall (1820-1893). DR.

rappeler que, pendant quelques années, la jeune Russie soviétique s'est préoccupée de la préservation de la nature, sous l'impulsion notamment de Lounatcharsky, le commissaire du Peuple à l'Instruction publique, et sous l'égide du savant Vernadsky. Ce dernier était par ailleurs un membre fondateur du parti cadet (constitutionnel démocrate, droite libérale) opposé au bolchévisme et fut protégé par Lénine lui-même de la Tcheka. Vernadsky est aussi connu pour avoir inventé le concept de biosphère et peut être à ce titre considéré comme l'un des fondateurs de l'écologie.¹⁵ C'est ainsi Lénine qui a créé le premier parc naturel au monde exclusivement voué à l'étude scientifique de la nature et qui a pris des décrets pour protéger les pêcheries d'une exploitation prédatrice. Mais cela n'aura évidemment qu'un temps et le tournant sera pris en 1928, avec la politique agricole de répression contre les koulaks puis avec la montée du léninisme.¹⁶ C'est peut-être là que se situe le véritable rendez-vous manqué qui a conduit à une césure durable entre écologistes et marxistes productivistes.

LES ERREMENTS DE L'ÉCONOMIE DOMINANTE

La montée des préoccupations environnementales s'est accompagnée d'un double mouvement de différenciation entre écologie profonde et écologie sociale, et de prise de distance des marxistes par rapport à la tradi-



Vladimir Vernadsky (1863-1945), « père fondateur » de l'écologie globale et créateur du concept de la biosphère. DR.

tion productiviste. Mais les retrouvailles ne seront possibles que si sont laissés de côté les errements théoriques qui y font obstacle.

On sait que Malthus était une cible favorite de Marx, qui aurait pu, au moins sur ce point, être d'accord avec Proudhon qui aurait déclaré qu'« il n'y a qu'un seul homme de trop sur la Terre, c'est M. Malthus ». Marx ne s'opposait pas seulement à Malthus sur la question de la surpopulation mais aussi sur sa conception selon laquelle le sol aurait une « qualité particulière » permettant « d'en retirer plus de denrées nécessaires à la vie, qu'il n'en faut pour faire subsister ceux qui travaillent à la culture de la terre » : une sorte de plus-value naturelle ! Et cette qualité, ce « don que la nature fait à l'homme » n'a donc « rien de commun avec le monopole ». La fertilité de la terre « existe, que l'on en ait besoin ou non ; elle doit, par conséquent, dépasser pendant bien des siècles le pouvoir que nous avons de l'épuiser entièrement. »¹⁷ Dans le même ordre d'idée, Jean-Baptiste Say commence par expliquer assez drôlement qu'il serait absurde de créer des richesses naturelles (en supposant que ce soit possible), car « si nous en faisons pour notre usage, il nous faudrait payer ce que la nature nous offre gratuitement. » Après cette remarque de bon sens, Say enfonce le clou : « les richesses naturelles sont inépuisables, car, sans cela, nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être ni multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques. »¹⁸

L'économie dominante partait donc d'assez loin, et il lui faudra beaucoup de temps pour abandonner cette conception de la terre comme « un don que la nature fait à l'homme ». La théorie néo-classique n'a que récemment tenté d'intégrer la thématique environnementale en ajoutant un troisième « facteur de production », l'énergie (ou plus largement les ressources naturelles), à côté du travail et du capital pour montrer qu'il suffisait d'augmenter le prix de l'énergie pour faire baisser sa contribution à une production donnée.

L'une des premières contributions en ce sens est celle de Nordhaus et Tobin qui se demandent en 1972 (l'année de la publication du rapport Meadows sur les limites de la croissance¹⁹) si la croissance est obsolète. Leurs conclu-

sions sont rétrospectivement assez hallucinantes : « [nos] simulations (...) impliquent que la croissance va s'accélérer au lieu de ralentir même si les ressources naturelles deviennent plus rares à l'avenir. » Ces résultats découlent d'une « élasticité de substitution élevée » ou d'un « changement technologique relativement économe en ressources » ... « ou des deux ». ²⁰

Une méthodologie analogue sera reprise notamment par Solow²¹, avec la même insouciance. Dans une contribution consacrée à l'épuisement des ressources, Stiglitz déploie un arsenal mathématique pour arriver à cette conclusion tout aussi rassurante : « il ne semble pas y avoir de présomption qu'une situation dans laquelle il existe une réserve de "trente ans" d'une ressource naturelle indique une consommation excessive de celle-ci. »²²

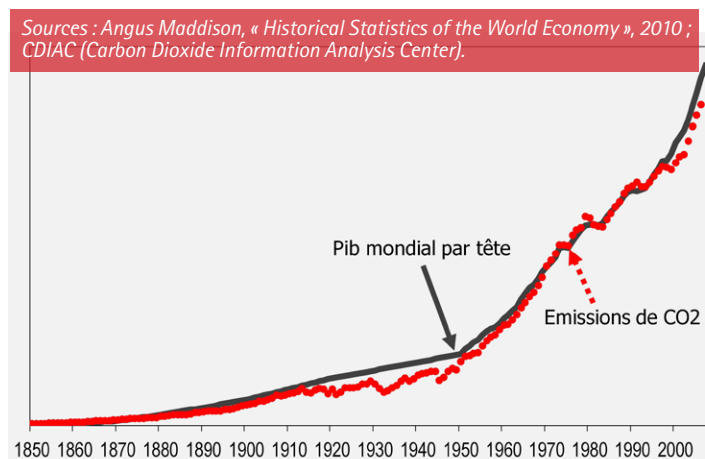
Ce cadre théorique néo-classique repose sur une hypothèse ad hoc de substituabilité, résumée ainsi par ce « théorème » de Solow : « il est de l'essence de la production de ne pouvoir se dérouler sans l'usage de ressources naturelles. Mais je ferai l'hypothèse qu'il est toujours possible de substituer aux inputs de ressources non renouvelables, de plus grands inputs en travail, en capital reproductible (c'est à dire de la technologie) ou en ressources renouvelables. »²³

Il suffit alors de jouer sur le prix relatif des « facteurs » pour définir une politique soutenable et voici pourquoi « la montagne écologique accouche d'une souris fiscale ». ²⁴ Cette approche n'est manifestement pas la bonne méthode pour prendre en compte les contraintes environnementales, mais elle a malheureusement inspiré certains théoriciens de l'écologie soucieux d'évaluer la contribution de l'énergie à la croissance. Cette approche a été notamment vulgarisée dans un livre d'Yves Cochet. ²⁵

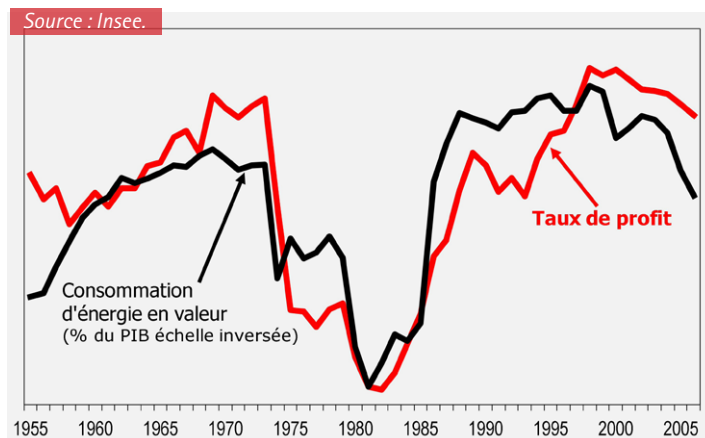
Il s'appuie sur deux études obscures²⁶ qui récusent l'hypothèse de substituabilité et cherchent plutôt à évaluer la contribution des différents « facteurs » à la croissance. Cela donne, sous la plume de Cochet : « les calculs des productivités des facteurs dans la production industrielle des trois pays cités montrent que, sur une trentaine d'années, la puissance productive de l'énergie est plus importante que celle du capital ou du travail, et qu'elle est même environ dix fois plus grande que

les 5% de son coût dans le coût total. En moyenne, la contribution productive de l'énergie est de l'ordre de 50%, celle du capital d'environ 35% et celle du travail autour de 15%.»

Ce calcul n'a aucun sens. Certes, il est évident, comme le montre le graphique ci-dessous, que la croissance mondiale s'est accompagnée, surtout à partir des années 1950, d'une montée parallèle des émissions de CO₂.



Il est tout aussi évident que la croissance capitaliste a bénéficié d'une énergie à bas coût, et ce facteur a joué un rôle décisif dans la mise en place de toute une série de méthodes de production intensives qui ont servi de base aux gains de productivité. Avec un coût plus élevé de l'énergie, ces gains de productivité n'auraient pas forcément compensé l'alourdissement du capital comme ils ont pu le faire. Dans le cas de la France, le graphique ci-dessous met en lumière un lien très étroit entre les fluctuations du taux de profit et le coût de la consommation d'énergie.



VALEUR ET RICHESSE : LA BOUSSOLE MARXISTE

En montrant que le capitalisme ne s'intéresse qu'à la valeur d'échange,

Marx jette les bases d'une critique de l'économie politique qui peut aisément être étendue aux questions environnementales. On a vu qu'à de multiples reprises Marx procédait à une telle extension. Mais après tout, l'important n'est pas de savoir ce que Marx a vraiment dit. L'enjeu essentiel va au-delà de la marxologie : il est de tirer toutes les implications de la

distinction entre valeur (d'échange) et richesse pour esquisser les principes d'un autre calcul économique. On peut s'inspirer du schéma d'Engels : « certes, la société sera obligée de savoir même alors combien de travail il faut

pour produire chaque objet d'usage. Elle aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles des divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan. Les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse "valeur". »²⁷ Et Engels enfonce le clou dans une note de bas de page : « cette évaluation de l'effet utile et de la dépense de travail dans la dé-

cision relative à la production est tout ce qui reste dans une société communiste du concept de valeur de l'économie politique. » Dans *Le Capital*, Marx étend ce principe au rapport à la nature : « les producteurs associés règlent rationnellement leur métabolisme avec la nature, le placent sous leur contrôle communautaire au lieu d'être dominés par une puissance aveugle (...) ils l'ac-

complissent avec la plus petite dépense de force et dans les conditions les plus dignes et les plus adéquates à leur nature humaine » (Livre III, page 742).

On tient là une bonne définition de la planification écologique. L'objectif du système économique ne devrait plus être de maximiser le profit comme c'est le cas sous le capitalisme, mais de maximiser le bien-être sous contraintes sociales et environnementales. Les outils de l'analyse marxiste peuvent donc être utilement mobilisés pour fonder un écosocialisme autour de ce principe : les solutions marchandes (écotaxes ou permis d'émissions) ne peuvent pas répondre pleinement à l'enjeu climatique qui ne peut être affronté que par une planification écologique. Enfin, les analyses de Marx sont un antidote parfait aux thèses (néo)malthusiennes qui ont malheureusement refait surface dans un récent manifeste de scientifiques qui proposent de « déterminer à long terme une taille de population humaine soutenable et scientifiquement défendable (sic) tout en s'assurant le soutien des pays et des responsables mondiaux pour atteindre cet objectif vital. »²⁸

LIMITES ET FRONTIÈRES

Pour mieux délimiter l'approche de Marx, il est utile d'introduire une distinction essentielle entre limites et frontières, comme le suggère Antonin Pottier.²⁹ Les limites renvoient principalement à l'épuisement des ressources, mais n'ouvrent pas en tant que telles la possibilité d'une disparition de l'espèce humaine. Par ailleurs, elles n'impliquent en rien la fin du capitalisme, comme l'explique Pottier : « l'approche d'une limite se signalera par des raretés (par exemple de matériaux), puis une impossibilité de nouvelles extractions. Or, le capitalisme sait très bien gérer la rareté, celle-ci en est même un des moteurs puisqu'elle nourrit les perspectives de profit (...) La propriété privée des moyens de production et l'initiative individuelle des producteurs ne sont



pas incompatibles avec l'existence de limites écologiques. »

Les frontières sont d'une autre nature : leur franchissement entraîne la possibilité d'une catastrophe globale. Ce sont elles qui fondent un véritable « paradigme écologique » qui correspond « au scénario où un usage excessif et incontrôlé de l'énergie débouche sur des effets catastrophiques pour l'équilibre planétaire. Il ne s'agit plus d'épuisement des ressources mais de rupture d'équilibre dans la biosphère. »³⁰ Et Pottier explique pourquoi le capitalisme ne peut prendre en compte les frontières : « il faut un mécanisme social qui rende cette frontière tangible pour les capitalistes, modifie leur perspective de profit et infléchisse la dynamique d'accumulation du capital pour qu'elle opère à l'intérieur des frontières écologiques. Or, le capitalisme, en tant que système laissant l'initiative aux acteurs privés individuels, est justement dépourvu d'un tel mécanisme. Il ne peut donc pas faire respecter les frontières écologiques. »

Cette grille de lecture conduit à se démarquer des marxistes comme Paul Burkett et John Bellamy Foster qui cherchent à restituer une « écologie de Marx »³¹, fondée sur la notion de « rupture métabolique » entre la nature et l'espèce humaine que l'on trouve effectivement chez Marx.

Mais s'il avait conscience des risques d'épuisement des sols et des ressources naturelles, Marx n'était pas pour autant en mesure de prendre en compte les frontières, définies non pas en termes d'épuisement, mais de catastrophes écologiques liées au dérèglement climatique. Certes, ces deux phénomènes se combinent, mais leurs ressorts doivent être distingués : par exemple, une catastrophe climatique globale pourrait survenir avant même que les ressources en pétrole ou en métaux rares aient disparu. En sens inverse, leur épuisement n'implique pas en tant que tel le déclenchement d'une catastrophe climatique.

Reste que la menace essentielle – que les émissions de gaz à effet de serre déclenchent un déséquilibre climatique majeur – était inconnue à l'époque de Marx et donc absente de ses travaux. C'est pourquoi l'écologie ne peut se contenter d'une restitution de l'écologie de Marx : il doit procéder à son extension.

Cet itinéraire qui mène de Marx au projet écosocialiste suggère un pronostic plutôt optimiste quant à la convergence en cours entre écologie et marxisme. Elle repose sur une prise de distance symétrique : avec l'écologie « profonde » déconnectée de la question sociale, d'un côté, et avec le productivisme qui a longtemps imprégné le mouvement ouvrier, de l'autre. Des théoriciens comme Daniel Tanuro ou Jean-Marie Harribey, auxquels cette chronique doit beaucoup, y contribuent avec énergie (!). Que ce projet soit porté de manière large et rapide, à la mesure du défi climatique, c'est évidemment une autre question. □

1 Karl Marx, « Manuscrits de 1844 » (<http://gesd.free.fr/marx1844.pdf>).

2 Karl Marx, « Le Capital », livre I (<http://digamo.free.fr/capimrx1.pdf>), livre II (<http://digamo.free.fr/capimrx2.pdf>), livre III (<http://digamo.free.fr/capimrx3.pdf>).

3 Karl Marx, « Contribution à la critique de l'économie politique », 1859 (<http://digamo.free.fr/critico.pdf>).

4 Karl Marx, « Manuscrits de 1857-1858 » dits « Grundrisse », Editions sociales, 2011 ; extrait « Le vol du temps d'autrui, une base misérable » (<http://gesd.free.fr/grundx1.pdf>).

5 Justus von Liebig, « Die Chemie in ihrer Anwendung auf Agriculturn und Physiologie », 1862 (7^e édition, <http://pombo.free.fr/liebig1862.pdf>). Pour la petite histoire, Justus von Liebig a inventé et déposé en 1847 un procédé d'extrait de viande alimentaire (extractum carnis Liebig) qui est à l'origine de la marque Liebig (cf. <http://continentalfoods.fr/heritage/notre-histoire>).

6 Justus von Liebig, « Letters on modern agriculture », 1859 (<http://pombo.free.fr/liebig1859.pdf>).

7 Friedrich Engels, Lettres à Marx des 19 et 22 décembre 1882 ; « Two letters to Marx on Podolsky » (<http://pinguet.free.fr/engels1882.pdf>).

8 Daniel Tanuro, « Energie de flux ou énergies de stock ? Un cheval de Troie dans l'écologie de Marx », Europe Solidaire Sans Frontière, 26 novembre 2007 (<http://pinguet.free.fr/tanuro1107.pdf>). Son livre, « L'impossible capitalisme vert », est par ailleurs une référence incontournable, comme l'ensemble de ses travaux.

9 John Tyndall, « On the Absorption and Radiation of Heat by Gases and Vapours, and on the Physical Connexion of Radiation, Absorption, and Conduction », The London, Edinburgh, and Dublin Philosophical Magazine and Journal of Science, Series 4, Volume 22, Issue 146, 1861 (<http://pombo.free.fr/tyndall1861.pdf>).

10 Karl Marx, « Le vol du temps d'autrui, une base misérable », extrait des « Manuscrit de 1857-1858 (Grundrisse) » (<http://gesd.free.fr/grundx1.pdf>).

11 Charles Wentworth Dilke, « The Source and Remedy of the National Difficulties » (<http://pinguet.free.fr/dilke1821.pdf> ; l'identité de l'auteur a été révélée par son petit-fils). La formule que Marx paraphrase est : « il s'ensuivrait que les hommes ne travailleraient plus que six heures alors qu'ils en travaillaient douze jusque-là, et c'est cela la richesse nationale, la prospérité nationale ».

12 Karl Kautsky, « La question agraire », 1899 (<http://pombo.free.fr/kautsky1900.pdf>).

13 Nicolas Boukharine, « La théorie du matérialisme historique », 1921 (<http://pombo.free.fr/boukha1921.pdf>).

14 Léon Trotsky, « Littérature et Révolution », 1923 (<http://pombo.free.fr/trotsky1923.pdf>). Voir aussi Daniel Tanuro, « Écologie : le lourd héritage de Léon Trotsky », La Gauche, 23 août 2010 (<http://pinguet.free.fr/tanurotroty.pdf>).

15 Vladimir Vernadsky, « La biosphère », 1926 (<http://pombo.free.fr/vernadsky1926.pdf>).

16 Sur l'expérience soviétique, voir : Jean Batou, « Révolution russe et écologie (1917-1934) », Vingtième Siècle, n°35, juillet-septembre 1992 (<http://pinguet.free.fr/batou1992.pdf>) ; Daniel Tanuro, « Les trop brèves convergences de la Révolution russe et de l'écologie scientifique », Contretemps, septembre 2017 ; et le livre de référence de Douglas Weiner, « Models of Nature. Ecology, Conservation and Cultural Revolution in Soviet Russia », 1988 (<http://pinguet.free.fr/weiner1988.pdf>).

17 Thomas Malthus, « Principes d'économie politique », 1820, pages 125 et 310 (<http://ecocritique.free.fr/malthuspf.pdf>).

18 Jean-Baptiste Say, « Cours complet d'économie politique pratique », tome I, 1840 (<http://pombo.free.fr/jbsay1840.pdf>).

19 Donella et Dennis Meadows, « The Limits to Growth », 1972 (<http://pinguet.free.fr/meadows72.pdf>).

20 William Nordhaus et James Tobin, « Is Growth Obsolete ? », dans NBER, Economic Research : Retrospect and Prospect, Volume 5, 1972 (<http://pombo.free.fr/nordhaustobin72.pdf>).

21 Robert Solow, « The Economics of Resources or the Resources of Economics », The American Economic Review, Vol. 64, No. 2, 1974 (<http://pombo.free.fr/solow1974.pdf>).

22 Joseph Stiglitz, « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », The Review of Economic Studies, Vol. 41, 1974 (<http://pombo.free.fr/stiglitz1974.pdf>).

23 Robert Solow, « An almost practical step toward sustainability », Resources for the Future, Occasional Paper, 1992 (<http://pinguet.free.fr/solow1992.pdf>).

24 Michel Husson, « L'introuvable économie écologique » (<http://hussonet.free.fr/666166.pdf>), Chapitre 6 de « Sommes-nous trop ? », 2000 (<http://hussonet.free.fr/666166.pdf>).

25 Yves Cochet, « Pétrole apocalypse », 2005 (<http://pombo.free.fr/cochet2005.pdf>).

26 Reiner Kümmel, Dietmar Lindenberger, Wolfgang Eichhorn, « The productive power of energy and economic evolution », Indian Journal of Applied Economics, vol. 8, septembre 2000 ; Robert U. Ayres, Benjamin Warr, « Accounting for Growth : The Role of Physical Work », INSEAD, 2004 (<http://pinguet.free.fr/ayreswarr.pdf>).

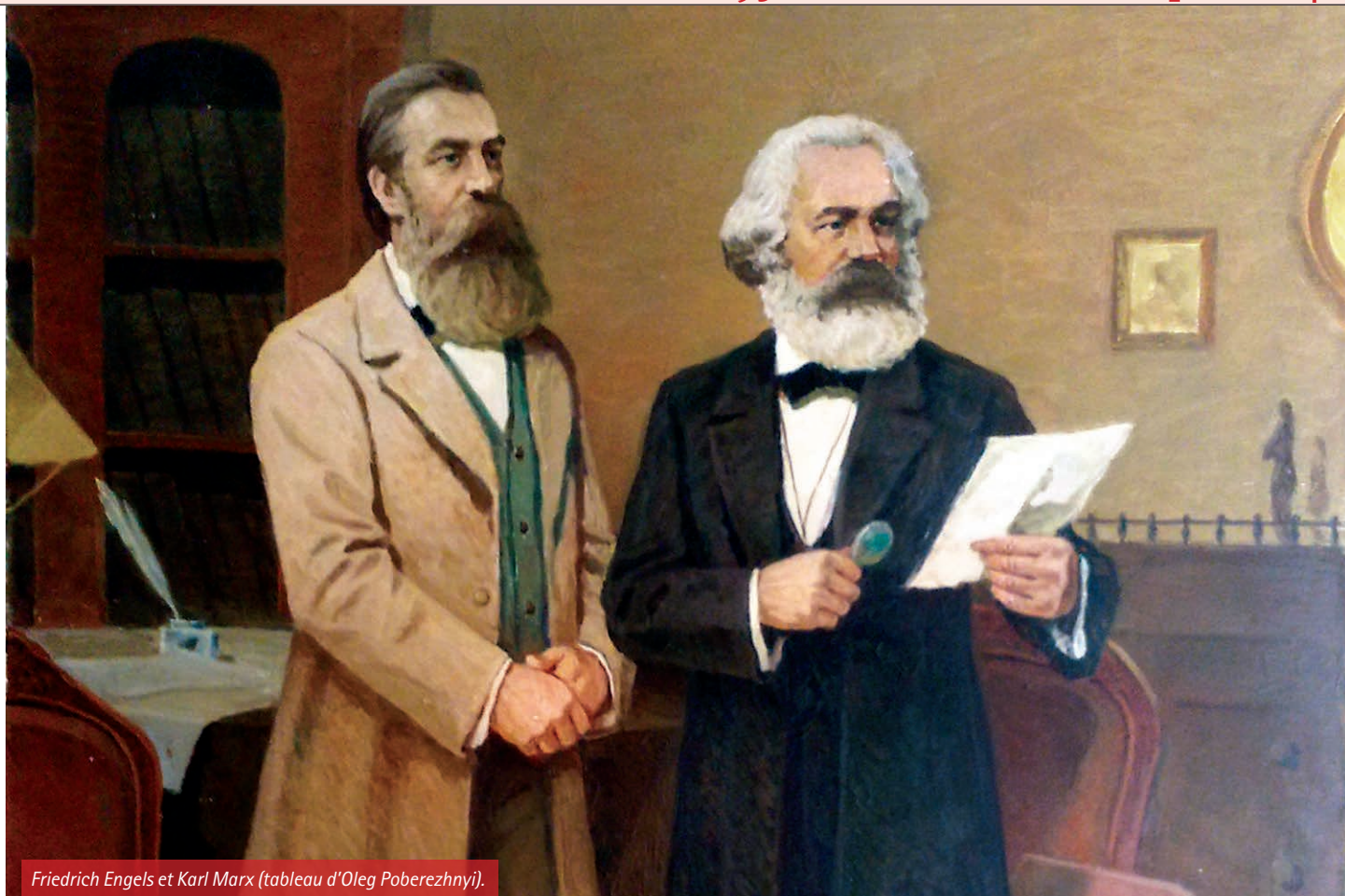
27 Friedrich Engels, « Anti-Dühring », 1978 (<http://gesd.free.fr/antiduhr.pdf>).

28 Appel de 15 364 scientifiques, « Il sera bientôt trop tard pour dévier de notre trajectoire vouée à l'échec », A l'Encontre, 13 novembre 2017.

29 Antonin Pottier, « Le capitalisme est-il compatible avec les limites écologiques ? », 2017 (prix Veblen du jeune chercheur ; pinguet.free.fr/pottierveblen.pdf).

30 Michel Husson, « La planète a-t-elle des limites ? », Chapitre 3 de : « Sommes-nous trop ? », Textuel, 2000 (<http://hussonet.free.fr/666163.pdf>).

31 Voir entre autres : Paul Burkett, « Marx and Nature : A Red and Green Perspective », 1999 (<http://pinguet.free.fr/burkett1999.pdf>) ; John Bellamy Foster, « Marx's Theory of Metabolic Rift : Classical Foundations for Environmental Sociology », American Journal of Sociology, Vol. 105, N° 2, September 1999 (<http://pombo.free.fr/foster1999.pdf>) ; John Bellamy Foster, « Marx écologiste », Editions Amsterdam, 2011 ; traduction de « Marx's Ecology », 2000 (<http://digamo.free.fr/marxecolo.pdf>).



Friedrich Engels et Karl Marx (tableau d'Oleg Poberezhnyi).

Marx et Engels, écologistes avant l'heure

L'ART DE PILLER LE SOL

«Et tout progrès de l'agriculture capitaliste est non seulement un progrès dans l'art de piller le travailleur, mais aussi dans l'art de piller le sol; tout progrès dans l'accroissement de sa fertilité pour un laps de temps donné est en même temps un progrès de la ruine des sources durables de cette fertilité. Plus un pays, comme par exemple les Etats-Unis d'Amérique, part de la grande industrie comme arrière-plan de son développement et plus ce processus de destruction est rapide. Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse: la terre et le travailleur.»

Karl Marx, *Le Capital*, livre I, pages 566-567.

UN HIATUS DANS L'ÉQUILIBRE DU MÉTABOLISME SOCIAL

«La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle concentrée dans les grandes villes et qui s'accroît sans cesse; elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré (Liebig).»

Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, page 735.

UN MODE DE PRODUCTION À COURTE VUE

«Pourvu qu'individuellement le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit

d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions. Les planteurs espagnols à Cuba qui incendièrent les forêts sur les pentes et trouvèrent dans la cendre assez d'engrais pour une génération d'arbres à café extrêmement rentables, que leur importait que, par la suite, les averses tropicales emportent la couche de terre superficielle désormais sans protection, ne laissant derrière elle que les rochers nus? Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées.»

Friedrich Engels, *Le rôle du travail dans la transition du singe à l'homme*, 1876.

DES EFFETS IMPRÉVUS ET DESTRUCTEURS

«Ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais, en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie Mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité.»

Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, 1883.

Après le Dieselgate, voici le Monkeygate

PAR RÉGINE VINON



DR.

Après avoir truqué leurs moteurs pour qu'ils paraissent moins polluants lors des tests, les constructeurs allemands persistent et signent. Le nouveau scandale a été révélé le 25 janvier 2018 par le *New York Times*, qui a fait état d'expériences sur des singes lors d'une étude commandée par l'EUGT (European Research Association for the Environment and Health in the Transport Sector), un organisme financé par Volkswagen, Daimler, BMW et Bosch. Des singes, enfermés dans des cages de verre, inhalaient des émissions d'un véhicule diesel Volkswagen pendant quatre heures. Un modèle récent et un plus ancien étaient ainsi testés.

Il s'agit, selon un membre de Greenpeace Allemagne, d'« une forme pervertie de relations publiques ». Volkswagen voulait en effet répandre l'idée d'un diesel propre, en arguant du fait que les derniers modèles diesel étaient moins polluants.

Or, l'étude menée en 2015 s'est avérée peu flatteuse pour Volkswagen car les résultats des tests montrent que les émissions de véhicules récents sont plus nocives que celles des anciens. Le journal allemand *Bild* révèle que les animaux ayant respiré les vapeurs du nouveau modèle présentaient davantage de signes inflammatoires. Ce rapport, on s'en doute, n'a jamais été publié. Et les responsables du groupe automobile l'ont contesté, puisqu'il ne répondait pas à leurs attentes.

Ainsi, dix singes et vingt-cinq êtres

humains ont été soumis à des tests deux ans après que le diesel ait été classé cancérigène par l'OMS en 2012, et alors que des milliers de personnes meurent prématurément tous les ans en raison des concentrations dans l'atmosphère de dioxyde d'azote, produit notamment par les véhicules diesel.

Les politiques allemands et les dirigeants des entreprises incriminées ont bien sûr poussé des cris d'orfraie en jurant qu'ils n'étaient pas au courant et que c'était indigne et immoral, surtout en Allemagne. On comprend que l'opinion ait été émue. Quelques têtes sont tombées, pour essayer de faire retomber l'émotion.

Mais finalement, rien d'étonnant à cela. Tous les grands industriels, dans tous les pays, agissent de la sorte. L'industrie du tabac fait figure de championne en matière de tricherie et d'empoisonnement volontaire. Elle a depuis des décennies cherché par tous les moyens à repousser, décrédibiliser les études qui démontraient la nocivité des cigarettes. Elle a acheté des scientifiques pour qu'ils aillent dans son sens, caché voire falsifié des études.

Elle a même récemment été pointée du doigt pour avoir, comme les constructeurs automobiles, triché lors des tests en laboratoire. Les filtres des cigarettes sont en effet pourvus de petits trous invisibles permettant, lors d'essais en laboratoire, une dilution plus grande de la fumée dans l'atmosphère

et agissant comme un système de ventilation. Mais dans la vraie vie, lorsqu'un fumeur tient sa cigarette, il bouche ces micro-trous et inhale ainsi deux à dix fois plus de nicotine et de goudron qu'indiqué sur le paquet. « Les fumeurs qui pensent fumer un paquet par jour en fument en fait l'équivalent de deux à dix », indique le Comité national contre le tabagisme. Celui-ci a d'ailleurs déposé, le 18 janvier, une plainte pour mise en danger de la vie d'autrui contre quatre grands cigarettiers.

En réalité, nous voyons tous les jours comment les industriels nous empoisonnent et nous mentent : de Lactalis pour son lait infantile à Servier pour le Mediator, des industriels de l'amiante à Monsanto pour ses produits dits « phytosanitaires » afin de faire oublier qu'il s'agit là encore de poison, les grands groupes sont prêts à tout du moment que ça leur profite. Nous sommes tous exposés à la mauvaise qualité de l'air due en partie aux émissions de diesel, à la malbouffe, aux produits industriels nocifs, aux pesticides.

On ne peut compter sur les pouvoirs publics pour nous défendre de la rapacité de ces géants de l'industrie, car ils sont surtout préoccupés de nous faire les poches pour déverser des milliards dans les leurs. Les lois un peu protectrices ont été arrachées au prix de scandales répétés. A chaque fois cher payés par les cobayes involontaires que nous sommes tous. □